

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DE MOSSOUL

devant le Conseil de la Société des Nations

Thèse pour le Doctorat en Droit (Sciences Economiques et Politiques)
présentée et soutenue le 27 Mai 1927, à 14 heures.

PAR

LÉON CRUTIANSKY

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur
Suffragants : MM. GIDEL, professeur ; LE FUR, professeur

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, PARIS

— 1927 —

Thèse
Paris
1927.

LA QUESTION DE MOSSOUL

devant le Conseil de la Société des Nations

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DE MOSSOUL

devant le Conseil de la Société des Nations

Thèse pour le Doctorat en Droit (Sciences Economiques et Politiques)
présentée et soutenue le 27 Mai 1927, à 14 heures.

PAR

LÉON CRUTIAISKY

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

Suffragants : MM. GIDEL, professeur ; LE FUR, professeur

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, PARIS

— 1927 —

*15164

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Table des Matières

CHAPITRE PREMIER

LA MÉSOPOTAMIE ANCIENNE ET MODERNE

L'histoire de la Mésopotamie depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

CHAPITRE II.

LE VILAYET DE MOSSOUL

Sa situation géographique, ethnographique, économique et politique.

CHAPITRE III.

LES PÉTROLES

CHAPITRE IV.

LES ORIGINES DE LA QUESTION DE MOSSOUL

Le conflit politique. — Les négociations.

CHAPITRE V.

LA QUESTION DE MOSSOUL AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Les violations du traité d'armistice de Moudros.

La conférence de Lausanne.

La conférence de Constantinople.

La question devant le Conseil de la Société des Nations. —

Le renvoi à la Cour. — Le retour au Conseil. — La solution du Conseil. — L'arrangement des parties.

CHAPITRE VI.

LES CONSÉQUENCES ET LA MORALITÉ DE LA SOLUTION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AU POINT DE VUE POLITIQUE

Pour la Turquie,

Pour la Grande Bretagne,

Pour la Paix générale.

APPENDICE. — LES TRAITÉS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554629_0077

CHAPITRE PREMIER

LA MÉSOPOTAMIE ANCIENNE & MODERNE

L'Histoire de la Mésopotamie
depuis l'antiquité jusqu'à nos jours

LA MÉSOPOTAMIE ANCIENNE & MODERNE

La Mésopotamie, l'Aram Naharaim de la Bible, est comme son nom l'indique, le pays situé entre deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate. Elle est limitée au nord par le Taurus qui la sépare de l'Arménie, et au sud, par le golfe Persique et le désert d'Arabie à gauche.

Le Tigre et l'Euphrate qui prennent leurs sources dans les montagnes de l'Arménie coulent d'abord parallèlement, puis se séparent pour continuer leurs cours du nord au sud, l'un à droite, l'autre à gauche d'une vaste plaine en forme de bateau qui se ressèrent près de Bagdad. Les deux fleuves se rejoignent ensuite en formant le Chatel Arab pour venir déboucher dans le golfe Persique.

La partie nord ou l'Aldjezira des Arabes est montagneuse et forme le haut pays; c'est une région assez fertile qui abonde en sources et en riches pâturages; les cimes des montagnes sont couvertes de forêts de chênes et de sapins; l'olivier, lavigne et le mûrier y poussent facilement, ce qui permet aux habitants d'exporter du vin et de la soie. On y découvre des mines de cuivre, d'argent et de plomb. Les habitants composés d'Arméniens et en ma-

majorité de Kurdes, d'Arabes et de Turcs s'adonnent à l'élevage, à l'agriculture et au commerce et fabriquent des étoffes de laine et de coton. La ville principale de cette région est Diarbékir.

La zone qui s'étend immédiatement au dessous jusqu'à Mossoul comprend les villes d'Ourfa, Birth, Nesibis et Mossoul. Elle est plus riche que la première et abonde en fertiles pâturages et en troupeaux. On y cultive le blé, le sésame, le palmier, la vigne, l'olivier, le mûrier, le coton et le tabac. Cette région jouit d'un climat intermédiaire entre celui du nord et celui du sud qui sont les deux extrêmes.

Plus bas s'étend un pays de plaines basses et humides recouvertes de terres grisâtres, de gypse et de bitume. Aucune culture n'y est possible, excepté dans les vallées où le Tigre et l'Euphrate ont déposé une couche de limon; on y cultive le dattier et le riz.

Enfin, la zone méridionale de la Mésopotamie appelée Babylonie commence un peu au nord de Bagdad et se termine au nord des deux fleuves; c'est la région désignée par les Arabes sous le nom d'Irak. Toute cette partie basse de la vallée n'existait pas autrefois. Elle fut conquise sur le golfe comblé par les dépôts d'alluvions du Tigre et de l'Euphrate. Ces alluvions, dont est formé le sol, font de l'Irak la contrée la plus fertile, à condition d'être irriguée, car pendant les sécheresses le sol est vite désa-grégé. Si les pluies y sont rares, les inondations fréquentes



font ressembler ce pays au delta du Nil. Malheureusement, ces inondations se transforment souvent en désastre. La contrée est également ravagée par des nuées de sauterelles qu'amènent les vents du sud.

La Babylonie produit beaucoup d'asphalte et abonde en mines de pétrole.

La Mésopotamie ou l'ancienne Chaldée est en quelque sorte le berceau de la civilisation humaine. La région du sud ou la Babylonie fut peuplée la première par des colons venus des bords de la mer Caspienne; les Sumériens qui déjà formaient une nation, connaissant l'écriture, ayant une religion propre, une industrie et une civilisation. La population était divisée en plusieurs clans ne jouissant pas des mêmes avantages sociaux. La femme était considérée comme la propriété de l'homme. Les lois sociales étaient fixées par le Code Hamourabi dès le XIII^e siècle avant notre ère. De grands temples étaient consacrés au culte qui ressemblait fort à de la magie; ces temples étaient desservis par des prêtres sorciers.

A côté des Sumériens de la Mésopotamie vivait un peuple de race différente, parlant une langue qui s'apparentait à l'arabe et à l'hébreu; on les appelait les Araméens; ils étaient de race sémitique. Leur religion différait d'abord de celle des premiers habitants de la contrée. A l'encontre de ces derniers, ils adoraient le dieu lune et la déesse Istar; ils glorifiaient uniquement le soleil; mais peu à peu il s'opéra une fusion entre les deux religions

et le culte magique des Sumériens fut absorbé par les croyances des Sémites.

Les peuples de l'ancienne Chaldée formaient deux groupes distincts, celui du nord ou d'Accad, qui comprenait Nipour, Birsip, Babylone sur l'Euphrate et Assur sur le Tigre, et celui du sud ou Choumir, comprenant Curou sur l'Euphrate près de son ancienne embouchure et entrepôt de commerce maritime, Eridou, Larsam et Lagache.

Les premiers rois de Chaldée furent Manichton et Ema-dou dont le règne remonte à environ 4.000 ans.

Sargon 1^{er} monta sur le trône en 3780 et domina sur toute la Babylonie. La légende populaire s'empara de son nom pour en faire un héros aux aventures multiples, vainqueur des peuples les plus éloignés de l'Orient à l'Occident. Son fils Naramsin lui succéda en 3750 et s'empara du pays de l'Elam à l'est de Babylone. Il édifia plusieurs temples et développa son empire. Après lui, les Sumériens du sud réussirent à remplacer les Sémites du nord et à établir leur domination sur la Chaldée. C'est la ville d'Ourou, fondée par le roi Ourengour, qui désormais deviendra le centre de la capitale de l'empire.

Doungui, fils d'Ourengour, étendit sa puissance et enrichit les temples d'Ourou des dépouilles des restes de la Babylonie. C'est vers cette époque que Goudéa bâtit de nombreux temples richement ornés et dont les dépouilles artistiques d'un intérêt remarquable sont parvenues jusqu'à nous.

Vers 2285, l'Elam secoua le joug de la Chaldée et le roi de Suze, Koutournakhounteur réussit à soumettre la Mésopotamie sous sa domination et à en faire une dépendance de l'Elam. Peu après, une nouvelle dynastie d'origine sémitique surgit à Babylone et s'efforça de reconquérir sur l'Elam les villes de la Chaldée. Ce fut une occasion pour les Sémites d'établir à nouveau leur suprématie sur la Chaldée ainsi reconquise, suprématie qu'ils gardèrent jusqu'à la fin.

Un des rois de cette dynastie, Hammurabi, se rendit justement célèbre par la codification des lois connues sous le nom de lois d'Hammurabi. Il entreprit des travaux d'irrigation, régla le cours de l'Euphrate et embellit considérablement la ville de Babylone.

A la mort d'Hammurabi, ses descendants continuèrent à régner au nord de la Chaldée, tandis qu'une dynastie rivale s'établit et finit par supplanter complètement les premiers. Elle fut chassée à son tour par une tribu nomade descendue de la région montagneuse, qui s'installa au nord de la Chaldée où elle se maintint pendant plusieurs siècles.

C'est également au nord, dans la partie moyenne du bassin du Tigre que se forma le berceau d'un nouveau et grand royaume celui d'Assour, avec la ville d'Elassar élevée sur la rive gauche du Tigre, en face de Ninive, située plus haut et dont la fondation remontait à une époque très reculée. D'abord dépendant de la Chaldée la

puissance d'Assour s'accrut bientôt au fur et à mesure que déclinait celle de la Chaldée. Salmanasar occupa le bassin supérieur du Tigre; son fils Tougoul-Tininip entra à Babylone et s'y fit proclamer roi. Sur l'origine de l'empire assyrien, la légende sut broder par la suite des récits merveilleux. A en croire cette légende, le roi Ninus dont le règne se perd dans la nuit des temps, ayant réussi à constituer un vaste empire comprenant l'Arménie, la Babylonie et toutes les contrées depuis la Méditerranée jusqu'à l'Indus, bâtit la ville de Ninive sur le Tigre, en lui donnant une étendue considérable et la forme d'un rectangle. Il y réunit, en dehors des Assyriens un grand nombre d'étrangers, et Ninive devint bientôt la cité la plus florissante. Au cours d'une guerre contre la Bactriane, il rencontra Sémiramis à laquelle on attribuait une origine divine. Ninus, ayant remarqué sa bravoure, l'enleva dans un combat et l'associa au trône.

La reine Sémiramis s'appliqua à construire Babylone sur un plan mieux établi que celui de Ninive en lui donnant une enceinte plus vaste encore, flanquée de deux cent cinquante tours. Elle endigua ensuite l'Euphrate, réunit les deux rives par un pont et éleva au milieu de la ville un temple au dieu Bel. Elle ne borna pas seulement son activité à la seule Babylone, elle parcouru toutes ses provinces; partout elle construisit des villes et améliora les routes. Elle se rendit jusqu'en Egypte qu'elle conquit par les armes et poussa ensuite ses conquêtes

jusqu'à l'Indus où elle connut enfin la défaite et rentra dans ses Etats. Une conspiration montée par son fils la fit abdiquer et se changer en colombe. La réalité fut moins belle que la légende, car les débuts de la conquête de la Chaldée ne se passèrent pas sans difficultés et sans une longue résistance de la part de Babylone.

Organisé solidement, le royaume d'Assyrie avait absorbé peu à peu toutes les populations environnantes et étendit sa domination sur les pays du nord jusqu'en Commagène et au sud sur la Mésopotamie. Le roi Tiglatphalasar conquît toute la Commagène qu'il enferma dans les limites de son empire et étendit ses conquêtes jusque dans le massif d'Arménie, détruisant toutes les villes sur son passage, emportant les divinités de ces pays, massacrant impitoyablement une partie des habitants et emmenant le reste prisonniers. S'étant emparé de tous les pays au nord et à l'est et les ayant soumis à sa domination, il entreprit une expédition dans la région montagneuse du nord-ouest « traversant des hauteurs inabordables et des cols ardu, passant par des chemins abrupts dans des fourrés épais » et s'attaquant aux tribus qui n'avaient jamais connu la soumission. Il défit une coalition de vingt-trois rois, incendia leurs villes et emmena leurs fils en captivité pour lui servir d'otages. Ce succès l'engagea à entreprendre dès l'année suivante une expédition plus lointaine et à porter ses armes jusque dans le pays des Hittites. Balayant tout devant lui, il traversa triomphale-

ment la Syrie septentrionale, pénétra dans les contrées des Hittites et les ravagea de fond en comble, châtiant cruellement les habitants et assouvissant sur eux sa soif de sang. Le succès de ses armes retentit au loin et le bruit de ses atrocités jeta la terreur dans toutes les contrées riveraines jusqu'au bord du Nil, au point que le roi d'Egypte jugea prudent de se concilier ses grâces en lui adressant des cadeaux composés de crocodiles et d'hippopotames. Le puissant roi Tiglatphalasar, ayant achevé ses conquêtes, rentra en Assyrie et fit dresser des stèles pour raconter ses histoires et se glorifier des traitements cruels infligés aux vaincus. Une nouvelle expédition lui fit parcourir la Chaldée qu'il soumit après l'avoir ravagée.

Les Assyriens prirent ainsi la place des Chaldéens qu'ils dépassèrent en bravoure, en ténacité et en vigueur. Ils se signalèrent surtout et s'imposèrent au monde du premier coup par leur cruauté et leurs hautes qualités militaires qui en firent des conquérants dont l'histoire gardera longtemps le souvenir.

Le règne si brillant de Tiglatphalasar qui fonda le premier empire assyrien et avait porté sa gloire jusqu'aux confins du monde, fut suivi d'une période moins heureuse. Les descendants du puissant roi n'avaient pas les qualités nécessaires pour conserver la suprématie conquise. Peu à peu, les acquisitions de Tiglatphalasar, tant en Syrie qu'en Babylonie, furent perdues une à une par ses

successeurs immédiats. Ce n'est que plus tard, vers 900, que les rois d'Assyrie se ressaisirent lentement et s'efforcèrent de regagner le terrain perdu. Ils s'appliquèrent à réparer les villes et les temples, à irriguer le pays et à endiguer les fleuves. Ils délaissèrent la ville d'Assour qui avait joui jusqu'alors d'une situation prépondérante comme métropole de l'empire, et choisirent la ville de Khlakh sur la rive gauche du Tigre pour en faire la nouvelle résidence qu'ils ne cessèrent d'embellir de leur mieux en y élevant des palais et des temples richement ornés.

Désormais, et durant de longues années, ce sera la tâche des rois d'Assyrie de se refaire un immense empire en s'attaquant à la Syrie et puis à l'Egypte. Chaque année, des expéditions partaient d'Assyrie et s'acharnaient contre ces pays qu'elles finirent par conquérir pied à pied et l'un après l'autre. Tour à tour, ce fut d'abord Gargamich qui tomba entre leurs mains, puis la Phénicie, Damas le pays d'Israël et de Judée, Gaza, et enfin l'Egypte qui ne sut guère résister à l'envahisseur assyrien. Assounazirabal fut un des premiers rois qui agrandit considérablement l'empire assyrien par ses conquêtes dans le Kourdistan, l'Arménie et la Chaldée dont il poursuivit les habitants jusque dans leurs retranchements sur la pente des rochers et les cimes des montagnes escarpées. Comme son ancêtre Tiglatphalasar, il fut d'une cruauté extrême à l'égard des vaincus qu'il faisait écorcher vifs après avoir incendié leurs villes. « J'assemblai leurs têtes en forme de cou-

ronnes et leurs cadavres transpercés en forme de guirlandes ». Il terrorisait de la sorte toutes les populations qu'il rencontrait sur son passage et qui durent se soumettre les unes après les autres. En 877, il traversa la Mésopotamie jusqu'à l'Euphrate et pénétra chez les Hittites en Syrie, poussa jusqu'au Liban, puis longea la côte de la Méditerranée et soumit toute la Phénicie.

Son fils Salmanasar II refit le même chemin en 854 avec le même succès et établit solidement sa domination sur la Syrie du nord. Cependant, le roi de Damas, Benhadad, aidé par le roi des Hébreux, Achab et les Arabes, réussit à lui barrer la route; mais la désunion se mit parmi les confédérés et Damas, ainsi que les royaumes de la Syrie tombèrent.

L'immense empire Assyrien avait atteint alors son apogée. Il s'étendait du golfe persique à l'est jusqu'à l'Egypte à l'ouest en passant par le plateau de l'Arménie.

Il ne tardera pas à s'écrouler, vaincu dans la lutte par un rival aussi puissant qui faillit le supplanter. Un peuple qui habitait le pays situé au sud du lac de Van, l'Ouratrou, s'était mis d'abord à l'école des Assyriens, s'imprégna de sa civilisation et sut grouper ses forces et étendre lentement sa domination sur ses voisins immédiats. Il fut bientôt en mesure de maintenir les Assyriens en respect en leur opposant une résistance acharnée.

Salmanasar III (788-77) ne put réussir à endiguer cette marée montante. Ses successeurs perdirent toute

énergie et se laissèrent efféminer. Sardanapale assiégé dans Ninive, tenta d'abord de résister, puis livra son palais aux flammes et l'Assyrie perdit de plus en plus de son importance.

Tiglatphalasar III (745-726), reprit vigoureusement les rênes du gouvernement, reconquit les pays perdus de l'Euphrate et du Tigre, et s'attaqua avec succès aux Mèdes. Ce ne fut qu'un éclair. Babylone était séparée de Ninive.

C'est à cette époque (722) que Samarie fut prise et une partie de sa population emmenée en captivité, le restant s'enfuit en Judée et en Egypte.

Une nouvelle dynastie prit le pouvoir en Assyrie. Sous les Sargonites, pendant cent ans, ce furent des guerres de nouveau contre la Médie, la Babylonie, la Cilicie, la Syrie, la Judée et l'Egypte.

Sargon (722-703) réussit d'abord à vaincre la coalition formée contre lui par le roi d'Egypte allié aux Syriens et aux Hébreux de Samarie, puis tourna ses armes contre son ennemi du nord : l'Ouratrou, qu'il défit après une lutte acharnée et qu'il châtia impitoyablement après avoir dévasté son territoire. Il s'attaqua ensuite avec succès à la Babylonie et contraignit Meradachbaladan à lui ouvrir les portes de la ville de Babylone et à prendre la fuite tandis que « les eaux du fleuve roulèrent les cadavres comme les troncs d'arbres ». Sargon, en pénétrant à Babylone s'y fit investir roi et mit fin à l'indépendance

de la Chaldée. Cependant il ne tarda pas être défait à son tour par l'Ouratrou et l'Elam et fut assassiné en 703.

Son fils Senacherib (703-681), dut reprendre la lutte contre la Chaldée qui s'était ressaisie et avait fait appel à de nouveaux alliés. Il fonça sur Meradachbaladan avant que ses alliés n'aient eu le temps de lui porter secours et Babylone retomba de nouveau entre les mains des Assyriens. Senacherib parcourut alors toute la contrée qu'il ravagea entièrement en châtiant les habitants. De là il se rendit en Syrie et en Egypte qu'il soumit successivement en infligeant aux contrées et aux habitants le même sort. Il fit assiéger Jérusalem, mais le roi Ezechias, après avoir tenté quelque résistance, se décida, sur les conseils de Isaïe à traiter avec le trop puissant ennemi et Jérusalem échappa aux horreurs de la dévastation. Sur ces entrefaites, l'armée de Sane-chérib décimée par un fléau subit dut lever le camp de Jérusalem et entrer en toute hâte à Ninive. Pour en finir avec les révoltes fréquentes de la Chaldée et de l'Elam, Senacherib résolut de les prendre à revers du côté de la mer et à cet effet il prépara une flotte qui descendit le long du Tigre et débarqua à l'improviste sur la côte méridionale de la Mésopotamie. Il put ainsi entourer complètement l'ennemi surpris et lui infliger une défaite sanglante. Ayant ravagé impitoyablement tout le pays, il fit transplanter la population en Assyrie et entra à Ninive chargé de butin. Cependant de nouvelles insurrections nécessitèrent de la part de Senaché-

rib une suite d'invasions au cours desquelles ils se distingua par sa cruauté à l'égard de l'ennemi. Ayant pris et perdu à plusieurs reprises Babylone et voulant en finir avec la résistance de ses habitants, il résolut de détruire la ville de fond en comble en obstruant le grand canal de ses débris. Ce fut là le dernier exploit de Senachérib qui mourut en 621 après avoir fait édifier un grand nombre de monuments qui témoignent d'un progrès remarquable dans l'art de l'Assyrie.

Son fils Assarhadon lui succéda en 681. Né d'une mère babylonienne, son premier soin en montant sur le trône fut de rebâtir la ville de Babylone et de la ressusciter plus magnifique qu'elle n'avait jamais été. Il ne négligea rien pour faire réussir son projet, et quand la ville fut enfin achevée, il y ramena tous ses habitants et de nouveau Babylone, la rivale de Ninive, connut la prospérité et excita la jalousie de ses voisins.

C'est à cette époque, vers 750, qu'eut lieu l'invasion Scythes et des Cimmeriens, peuples barbares et farouches qui débouchèrent par le nord en suivant l'Euphrate et se répandirent jusqu'aux confins de l'Asie Mineure. Assarhadon se mit courageusement à leur poursuite et réussit à repousser leurs hordes sauvages. Après quoi, ayant conclu une alliance avec l'Elam et pacifié l'Arabie, il tourna ses regards vers l'Egypte, qu'il soumit rapidement après l'avoir saccagée et il rentra triomphalement en Assyrie chargé d'un butin considérable. Des monuments qu'il

avait élevés nous sont restés qui racontent des hauts faits et célèbrent la gloire de ses armes. C'était un prince d'un caractère doux qui s'employa à réédifier les ruines accumulées par ses ancêtres, à construire des sanctuaires et de riches palais dont il embellit les deux grandes cités de Ninive et de Babylone.

Assarhaddon mourut en 668 après avoir partagé son empire entre ses deux fils. L'Assyrie échut à Assourbanabal et la Babylonie à Chamschoumoukin. Ayant hérité de l'esprit de conquête et des qualités guerrières des grands monarques assyriens ses ancêtres, Assourbanabal s'attaqua à l'Egypte avec une armée nombreuse et remporta sur le roi Tahzkou une victoire complète.

Au cours d'une seconde expédition, il saccagea la ville de Thèbes en emmenant tous les habitants prisonniers. Il porta ainsi un coup définitif à la puissance de l'Egypte qu'il réduisit à l'état de vassale. Puis il eut à se mesurer avec l'Elam qu'il châtia cruellement. Mais à peine en avait-il fini avec l'Elam qu'il apprit la formation d'une vaste coalition contre lui, à la tête de laquelle se trouvait son frère Chamchoumoukin. Il accourut aussitôt pour assiéger ce dernier à Babylone et réduisit la ville par la famine. Plutôt que de tomber entre ses mains, Chamchoumoukin mit le feu à son palais et y périt avec tous les siens. Assourbanabal, en entrant dans la ville, fit infliger à ses habitants un châtement exemplaire, puis l'ayant saccagé entièrement, il s'y fit proclamer roi et confia le gou-

vernement de la Babylonie à un de ses officiers.

Maître incontesté de l'Egypte et de la Babylonie, il lui resta encore à frapper un coup décisif du côté de l'Elam, cet ennemi séculaire de l'Assyrie qui ne lui donnait jamais de répit.

Il tourna donc à nouveau ses armes contre cet Etat resté indépendant et le soumit complètement après avoir massacré et exilé tous ses habitants. Désormais l'Elam définitivement vaincu et absorbé ne pourra plus secouer le joug assyrien et disparaîtra de l'histoire.

Assoubanabal avait réalisé ainsi un immense empire assyrien plus vaste et plus puissant que jamais. Il s'était montré digne de ses ancêtres, aussi vaillant et cruel, aussi glorieux que le plus glorieux d'entre eux. Mais aussi, avec lui, devait disparaître, à l'apogée de sa gloire, cette race de conquérants redoutables qui avaient dominé et fait trembler le monde oriental.

* * *

A ce moment apparurent les Mèdes, de même race aryenne que les Perses, arrivés à Iran comme peuplades sauvages et érigés en royaume en 708 avec Décokès. Son successeur, Phraortès (653), soumit les Perses et s'attaqua aux Assyriens. Vaincu et tué, sa politique fut continuée par son fils, Cyaxare, qui bloqua Ninive, mais attaqué par les Scythes venus du Caucase, il dut fuir. L'Assyrie



connut alors à son tour les horreurs de l'invasion et fut ravagée par les Scythes qui poussèrent jusqu'en Syrie et en Judée. Affaiblis, ils furent défaits par Cyaxare et chassés de Médie.

En 608, Ninive tomba et fut détruite. L'empire Assyrien épuisé par tant de luttes ne put résister plus longtemps et touchait à sa fin. Cyaxare, roi des Mèdes, occupa l'Assyrie et le Haut Tigre. Il porta ses armes jusqu'en Lydie dont il convoita les richesses et conquit successivement l'Asie orientale, l'Arménie et la Cappadoce. A sa mort survenue en 584, l'empire Mède était arrivé à son apogée.

En Mésopotamie régnèrent les Chaldéens qui avaient hérité avec les Mèdes de l'empire assyrien. Nabopolassar dominait sur la Babylonie, la Syrie, la Palestine et l'Elam; mais bientôt la Syrie et la Judée lui furent enlevées par le Pharaon Néchao, et la Mésopotamie elle-même reçut les incursions des Scythes. Il chargea son fils Nabuchodonosor à remettre les choses en état. Ce dernier se tourna d'abord contre les Egyptiens qu'il battit complètement, ce qui lui permit de reconquérir les territoires perdus de la Palestine et de la Syrie. La mort de son père l'ayant surpris au cours de cette expédition, il s'empressa de rentrer à Babylone pour prendre possession du trône, cependant que Néchao prépara son armée et sa flotte et réussit à entraîner à sa suite Phéniciens et Juifs avec l'aide desquels il espérait prendre sa revanche sur le roi de Babylone.

Dans le pays de la Judée qui était revenue à la doctrine de Jahveh et de ses prophètes sous le règne du pieux roi Josias un revirement s'était opéré. Joachaz venait d'être déposé et remplacé par Joïakim qui laissa se renouveler les égarements anciens. Le culte des divinités étrangères se répandit partout malgré les avertissements et les menaces du prophète Jérémie, et le peuple se laissa entraîner par les promesses fallacieuses de l'Égypte. Imprudemment, Joïakim tenta de secouer le joug chaldéen en comptant sur l'aide efficace de l'Égypte; mais celle-ci, à l'approche de l'armée de Nabuchodonosor s'abstint d'intervenir et Joïakim, abandonné à ses propres forces, dûl lutter désespérément contre un ennemi redoutable et tenace. Nabuchodonosor se trouva aux portes de Jérusalem lorsque Joïakim mourut et fut remplacé par son jeune fils Joïakin qui jugea la partie perdue et se rendit à discrétion.

Les Chaldéens se montrèrent impitoyables. Les trésors du temple furent pillés, l'armée réduite en esclavage et une partie de la population et le roi emmenés en captivité. (597).

Dix années plus tard, Syriens et Phéniciens décidèrent Sédécias roi de Juda, à rompre avec la foi jurée à Nabuchodonosor et à lui déclarer une guerre commune. En vain Jérémie, en voyant le danger auquel se livrait son peuple, prêchait-il le roi et les princes de Juda, les engageant à subir la domination babylonienne. Sédécias, trop faible pour résister aux influences extérieures et

intérieures, se décida pour la révolte et refusa de payer le tribut. Nabuchodonosor se mit en marche pour aller châtier les rebelles et à son approche, les Pléniciens et les Syriens mirent bas les armes tandis que l’Égypte resta passive. Sédécias se trouvant seul en présence de l’ennemi n’eut que le temps de se réfugier à Jérusalem et de fortifier la ville. Nabuchodonosor en prépara le siège qui dura un an et demi. Les habitants, complètement épuisés par la famine, ne purent se défendre davantage et l’armée chaldéenne, que ce long siège avait exaspérée, envahit la place en poussant des cris féroces, massacrant les hommes restés valides et saccageant tout sur leur passage. Le roi Sédécias qui réussit à s’enfuir fut rejoint et conduit devant Nabuchodonosor qui ordonna de mettre à mort tous les siens, de lui crever les yeux et de l’emmener à Babylone chargé de chaînes. La ville de Jérusalem fut détruite et livrée aux flammes, les vases du temple brisés et le reste de la population emmenée en captivité. Nabuchodonosor, au cours d’une dernière expédition réussit également à conquérir l’Égypte. Sur la fin de ses jours, il entreprit des travaux de construction en utilisant les corvées des prisonniers de guerre et il transforma Babylone en une cité resplendissante de beauté.

Il construisit entre le Tigre et l’Euphrate le mur médique afin de protéger son empire contre l’invasion étrangère.

Après sa mort, Astyagès fut battu et tué par son vassal

Cyrus II (459) qui devint roi des Perses et des Mèdes.

L'empire perse était fondé.

Cyrus prit la Lydie, et fit prisonnier Crésus; puis poussa jusqu'en Sibérie et en Tartarie chinoise et enfin soumit à son autorité l'empire chaldéen (539).

Les colonies juives transplantées en Babylonie formaient des communautés importantes qui jouissaient d'une autonomie complète et étaient parvenues à une grande aisance. La langue hébraïque continuait à être parlée par les exilés de la Judée et les liens avec la patrie perdue n'étaient pas complètement coupés. Au fond de leur cœur était ancré l'espoir d'un retour prochain sur la terre de leurs ancêtres, espoir que le prophète Ezéchiel qui s'était dressé sur la terre d'exil, n'avait pas peu contribué à entretenir. Ce jour-là ne tarda pas à venir, car les princes de Juda étaient puissants à la Cour de Cyrus et ils employèrent leur influence pour obtenir du roi magnanime la promulgation d'un édit autorisant un grand nombre de Judéens à aller repeupler les ruines de la Palestine (537). Une escorte de mille cavaliers envoyée par le roi Cyrus accompagna les quarante mille exilés qui reprirent le chemin de la Palestine conduits par le gouverneur Zorobabel et le grand prêtre Jésus.

Cambyse, fils de Cyrus, conquît l'Egypte en 525.

Son fils Darius (521-485), organisa supérieurement son vaste empire en Satrapies et commença la lutte contre la Grèce dont les progrès en Ionie l'inquiétaient (493).

Il fut battu à Marathon.

Sollicité par Zorobabel, revenu en Perse, le généreux Darius lui accorda la permission d'aller rebâtir le temple de Jérusalem aux frais du trésor royal et l'œuvre de réédification fut ainsi reprise et menée à bonne fin malgré les interventions hostiles des Samaritains.

Plus tard, sous le roi Artaxerxès (464-423), son échançon favori Néhémie obtint l'autorisation de se rendre en Palestine en compagnie du Scribe Ezra et d'un nouveau groupe de Judéens brûlant d'ardeur d'aller parachever l'œuvre accomplie par Zorobabel. Ils partirent chargés de riches présents offerts au temple par les familles juives restées en Perse, et le roi Cyrus lui-même ne manqua pas d'y joindre ses offrandes.

C'est ainsi que grâce au premier roi de Perse, un nouvel état juif a pu être réédifié en Palestine sur les ruines de l'ancien royaume de Juda.

Xercès (485-465) subit les défaites de Platée et de Salamine.

Parmi ses successeurs, citons Artanérien II, sous lequel eurent lieu la fameuse bataille de Cunaxa et la retraite des Dix Mille.

En 342, des symptômes de désagrégation apparurent.

Darius III Codoman fut battu et tué (330) à la bataille d'Arbèles contre Alexandre le Macédonien. Ce grand conquérant avait auparavant, par les victoires de Cranique et d'Irsus, libéré la Libye et la Cilicie.

L'empire Persan avait vécu.

A cette date, les Arméniens sortis de la Phrygie, avaient tendance, à se diriger vers l'est; l'Assyrie n'offrait plus aux regards que des ruines et la solitude; la Chaldée était toujours riche.

A la mort d'Alexandre, ses généraux se partagèrent l'empire.

Séleucus Nicator devint maître de l'Asie (312).

En 256, Arsace, de race scythe, fonda l'empire des Parthes qui fut, en réalité, la continuation de celui des Perses.

En l'an 69 avant J-C. Sixatrockès s'allia aux Romains, mais la lutte de ses successeurs contre ces derniers se poursuivit avec des alternatives diverses.

La Babylonie, qui, depuis longtemps déjà, avait servi de refuge aux populations juives expulsées de la Palestine était devenu dès le troisième siècle de l'ère chrétienne un vrai centre de ralliement pour les nombreux Judéens obligés de s'expatrier par suite des circonstances politiques et des conditions peu favorables pour eux dans la mère patrie.

Sous la domination persane, ces Judéens réfugiés en Babylonie y furent accueillis avec beaucoup de bienveillance et, s'y sentant en parfaite sécurité, ils ne tardèrent pas d'y installer définitivement leur demeure et d'y développer une activité remarquable. Grâce à la libéralité des maîtres du pays et à l'importance toujours croissante de leurs

communautés, ils finirent même par acquérir dans cette vallée du Tigre et de l'Euphrate, *ce nouveau pays d'Israël*, une certaine autonomie politique qu'ils gardèrent longtemps, avec, à leur tête, un chef descendant de la maison de David et surnommé le Resch Galuta ou Prince de l'Exil.

Ce dernier occupait en effet le quatrième rang après le monarque perse, recevait les honneurs princiers et exerçait un pouvoir considérable.

Les principaux centres d'agglomération juive étaient les villes de Nehardea (Anbar), Pumpadita, Mata, Mechasia et Machusa (Soura), toutes villes étaient occupées presque exclusivement par les Juifs qui se livraient au commerce, à l'agriculture et à l'exercice de divers métiers, ce qui ne les empêchait pas de mener une vie intellectuelle intense et de faire prospérer deux académies justement célèbres : celles de Soura et de Nehardea dont la renommée se répandit au loin et où fut élaborée ce vaste monument de fine dialectique, de législation approfondie, de préceptes moraux et de folklore qu'est le Talmud de Babylone.

Mais l'indépendance judéenne en Babylonie devait être de courte durée. Des événements politiques devaient bientôt survenir qui changèrent la face des choses.

Le règne des Arsacides qui avait maintenu durant quatre siècles les Parthes au pouvoir, devait enfin prendre fin en 226. A cette date, un chef d'origine persane, nommé

Ardéchir, renversa du trône le dernier descendant des Arsacides, Artaban, et fonda une nouvelle dynastie, celle des Sassanides, qui retourna au culte fanatique des Mages et se montra intolérante à l'égard des Chrétiens et des Juifs.

Ce n'est que plus tard, sous Schabour 1^{er} (242-271), que cette intolérance s'atténua et que Juifs et Chrétiens purent vivre en paix sous la dynastie régnante.

Mais bientôt les persécutions reprirent de plus bel sous Izdegerd II et, durant tout le règne des Sassanides, Juifs et Chrétiens passèrent par des périodes alternatives de troubles et de répit.

Sous le règne de Kavad (488-531), qui favorisa la doctrine de Mazdak et des sectateurs du Zend, Juifs et Chrétiens furent contraints de se conformer aux pratiques communistes des partisans du Mazdak et, de ce fait, eurent à souffrir de nombreuses persécutions.

Afin de protéger leurs familles et de sauvegarder leurs biens, les juifs de Babylonie, conduits par l'exilarque Mar Zouta, se révoltèrent contre les partisans de Mazdak qu'ils réussirent à chasser des lieux et reconquirent ainsi une indépendance passagère.

Quelques années plus tard, les troupes perses firent payer cher aux juifs cette tentative de révolte. L'exilarque dut prendre la fuite et la population juive s'exiler au loin.

Ces persécutions prirent fin avec Chosroés Nouschervan (531-579), successeur de Kavad qui se contenta d'imposer

un tribut aux juifs et aux chrétiens et de leur laisser la libre pratique de leur culte. Les Juifs profitèrent de ce répit durant le long règne de Chosroès pour développer l'enseignement de leurs écoles, auquel ils donnèrent une nouvelle impulsion, pratiquant avec succès l'étude des sciences, de la médecine et de la grammaire hébraïque.

Les Sassanides continuèrent la guerre contre les Romains. Le roi Izdegerd (400-421 ap. J-C.) permit aux Chrétiens de bâtir des églises.

Sous Izdegerd II, l'Arménie fut partagée entre les Perses et les Romains.

En 604, commença une longue guerre entre les deux adversaires. Tout le pays, du Tigre au Bosphore, fut dévasté.

Enfin, sous Izdegerd III, (632-640), la dynastie sombra. Les Arabes, qui occupaient déjà certaines provinces, s'emparèrent de l'Asie Mineure orientale. A Kadesiya, à 25 lieues des ruines de Babylone, puis à Nehavend, le dernier roi des Sassanides fut vaincu.

Sauf quelques fidèles attachés à la religion des Mages, qui finalement se réfugièrent aux Indes où ils formèrent une caste fermée, tout le pays devint musulman.

Les Chrétiens et les Juifs qui avaient à souffrir de l'intolérance sous les rois de Sassanides, accueillirent les Arabes à bras ouverts et les aidèrent dans la conquête de l'Irak. Ils furent récompensés par des privilèges que leur accordèrent les nouveaux conquérants.

Les Chrétiens purent continuer leur religion et les archevêques chaldéens furent souvent écoutés dans les conseils officiels.

Ils portaient le titre de « Catholicos » et exerçaient une autorité religieuse et judiciaire sur tous les Chrétiens de la Mésopotamie. L'exilarque juif Bostanaï reçut en mariage des mains du Khalife la fille de Kosru roi de Perse, et fut reconnu comme chef politique des communautés juives de la Babylonie qu'il représentait auprès du Khalife.

Une autre dignité, celle de gaon, fut créée à l'usage du chef de l'Académie de Soura. Ce titre sera porté désormais plusieurs siècles durant, par une suite ininterrompue de savants célèbres qui ont dirigé les deux Académies. Cette période brillante connue dans la littérature juive sous le nom de l'époque des Gaonim, comprenait des noms illustres tels que Saadia, Chérira et Haï.

Les Perses, plus spécialement, se déclarèrent partisans de la doctrine chiite (sectateurs d'Ali); en opposition aux musulmans aunnites, la grande majorité.

Le monde islamique, à peine dans son enfance, commençait ses conquêtes; il allait pendant des siècles dominer une partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.

L'Empire Arabe. — Ce fut en 749 ap. J.-C. que la dynastie des Abbassides s'installa en Mésopotamie. En 764, le Khalife Djaafar El Mansour fonda Bagdad, l'entoura de

murailles, irrigua les terres environnantes, fit élever 400 moulins à eau. Bientôt la ville posséda 2.400.000 habitants.

De 787 à 809, régna Haroun El Rachîd, marié à la princesse Jobeida. L'empire fut alors à l'apogée de sa gloire et de sa splendeur. En 833, à la suite d'une campagne contre l'empereur Michel le Khalife El Mootassem-Billah ramena avec lui les troupes turques, fait grave qui influa fâcheusement sur les destinées de l'empire. Le souverain construisit en 841 entre Bagdad et Mossoul la ville de Samara.

Des rivalités éclatèrent ensuite entre ses successeurs, fils contre père, frère contre frère, ce qui permit aux turcs de détrôner ceux qui ne leur plaisaient pas.

A cette époque, Hn Mokla, ministre d'El Kaher-Billah, fit adopter l'écriture arabe actuelle; celles-ci avait été composée d'abord en lettres Himyarites (yemen) coufiques.

Dès 1033, le pouvoir des Khalifes diminua progressivement après l'intervention des Turcs avec Tagroul bey.

En 1110, de très nombreux Israélites de Jérusalem, inquiétés par l'entrée des Croisés, quittèrent leur pays et s'installèrent à Bagdad.

En 1121, El Musterchid-Billah voulut abolir l'usage de mentionner le nom du Sultan des Turcs dans les prières publiques. Le Sultan Messaud vint assiéger Bagdad dont il s'empara. Il devint officiellement le protecteur des Khalifes.

En 1242 El Moustassim-Billah monta sur le trône. Il fut le dernier des Abbassides. En effet, en 1258, les Tartares, sous la conduite d'Houlogo, prirent Bagdad, tuèrent le Khalife et commirent partout des ravages considérables, détruisant les barrages destinés à l'irrigation obstruant les canaux, jetant à l'eau les livres de la bibliothèque.

Les Tartares devinrent les maîtres.

En 1356, Hassan Yel Khartî; affranchit Bagdad et se fit proclamer Khalife. Il mourut en 1380.

Timourlan, à son tour, vint occuper le pays et le saccager. Le Khalife Ahmed sollicita l'appui du Sultan turc Bayazid. Ce fut une longue guerre entre Turcs et Tartares, au cours de laquelle les habitants de Bagdad et des provinces commirent les pillages successifs, les massacres et les ruines.

Avec le prince Kara-Youssouf, commença la dynastie des Kara-Kouyounli.

Les Perses, qui avaient toujours désiré la possession des Lieux Saints Schiites : Kerbela, Nedjef, Samarra et Kamîzié, s'emparèrent de Bagdad.

L'Empire Ottoman. En 1535, grâce à Saleïman Khan, les Turcs reprirent le pouvoir. Ce vice-roi fit creuser le canal d'El-Hussemeh qui alimente la ville de Kerbéla et institua des fondations pieuses.

La lutte entre Turcs et Perses continua et Bagdad passa

de mains en mains. Elle fut saccagée par Abbas-Chah (1629) et reprise par le Sultan Mourad (1648).

En 1732, Mađir Chah marcha de nouveau contre la ville, mais après des alternatives de revers et de succès, dut reprendre la route de Perse, rappelé par des émeutes.

En 1742 fut érigé le Consulat général français, avec, comme titulaire, l'évêque Emmanuel.

Sous le vizir Daoud, les Anglais établirent un Consulat général à Bagdad, avec, comme titulaire, M. Taylor. Ce dernier, qui était intervenu avec succès en faveur de la grande tribu des Montefik (1800) établit solidement l'influence anglaise.

En 1843, la lutte d'influence entre les Consuls français et anglais devint aigre.

En 1852 Gheuzlaklu Mohamed Réchid Pacha introduisit de grandes réformes dans l'administration de son villayet. Celui-ci allait de Diarbékir au Yemen et comprenait sept sous-gouvernorats : Mossoul, Chehrezor Suleimanieh, Bagdad, Hilla, Kerbéla, Bassorah. Le gouverneur voulut donner un grand essor à l'agriculture. Il installa un premier service de bateaux à vapeur sur le Tigre.

En 1860, le télégraphe fonctionna entre Bagdad et Constantinople.

En 1861, Manik pacha réorganisa le contrôle des finances et fonda la ville d'Amara entre Bagdad et Bassorah. Deux bateaux à vapeur ottomans fonctionnaient alors entre ces deux villes. Les Anglais à leur tour, créèrent

une société anonyme de navigation à vapeur.

Mîdhat pacha, le grand réformateur, devint vice-roi. Il fit de sérieuses réformes, créa une imprimerie avec le premier journal du pays, fit des travaux publics importants concernant l'irrigation, fonda une école d'arts et métiers.

Son œuvre ne fut pas poursuivie par ses successeurs.

Sur ces entrefaites eut lieu la visite du chah de Perse, Nasser El Dine, aux Lieux Saints Schiites, puis la conquête du Hassa et du Katîf et la création d'un sandjak du Nedjed.

Enfin, le gouvernement de Bagdad fut scindé; il y eut vilayets de Bagdad, de Bassorah et de Mossoul, Chehrezor (Kerkout) et Sileimanié (1884)).

*
* * *

Avant d'entreprendre l'étude spéciale du vilayet de Mossoul, puis d'examiner la période actuelle et les problèmes complexes, ethniques, politiques et économiques que la guerre de 1914 a soulevés, il n'est pas sans intérêt de jeter un regard d'ensemble sur l'histoire de cette Mésopotamie dont nous avons esquissé les grandes lignes à travers les siècles.

Pays riche, fertile, peuplé au point qu'on pouvait le comparer à une fourmilière humaine, il a attiré de tous

temps les conquérants et les émigrants. De l'ouest, l'abord en était relativement facile par les côtes méditerranéennes, et les Egyptiens ainsi que les Grecs, puis les Romains voulurent saisir ces contrées fabuleuses qui donnaient accès aux pays lointains situés plus à l'est ou au sud et dont les richesses étaient proverbiales. Du Nord et de l'Est, par la trouée du Caucase et par la Perse, les hordes tartares ou autres avaient une entrée toute tracée dans ces régions plantureuses où il serait si bon de vivre et d'où elles pouvaient gagner l'Occident et ravager à leur aise les villes et les villages.

Carrefour de toutes les routes, l'Asie Mineure ne pouvait échapper à son destin. En plus de ces considérations extérieures, la multiplicité des peuples serrés, à cause de leur population si dense, dans de petits espaces, l'ambition des souverains, les rivalités entre voisins si proches, la nécessité de vivre, engendrèrent des guerres continues, des désirs d'expansion.

Jamais contrées ne furent aussi bouleversées que celles-là, et il semble que, malgré la multiplicité actuelle des moyens de transports, en dépit - ou à cause même - des progrès de la civilisation du commerce et de l'industrie, il en sera de même dans l'avenir. L'histoire, on l'a dit, n'est en effet qu'un perpétuel recommencement.

Avec les Khalifes, une renaissance remarquable se fit sentir; mais, comme toujours, l'excès de richesses amena la dégénérescence des chefs et l'occupation turque. Cette

dernière fut désastreuse. On constate en effet, à regret, qu'à part de rares exceptions de peu de durée, rien ne fut fait par les vice-rois pour la mise en valeur de ce pays autrefois si peuplé et si riche. Fonctionnaires ou militaires, les Turcs se contentèrent de vivre sur la population, dédaigneux des Arabes vaincus qu'ils ne surent pas s'assimiler. Ils restèrent les dominateurs, les vainqueurs, sans se soucier du bien-être des populations placées sous leurs ordres, sans chercher à augmenter les ressources de leurs budgets en ordonnant de grands travaux. L'Orient arabe était pour eux terre de conquête. Aussi, peu à peu, grâce à leurs études faites à l'étranger et surtout à Constantinople, les jeunes Mésopotamiens, principalement les officiers, prirent-ils conscience de l'état misérable de leur Patrie et envisagèrent-ils les moyens de se libérer du joug de l'oppresseur. Nous aurons l'occasion d'en reparler plus loin.

Si les Turcs avaient su manœuvrer autrement, s'ils avaient compris leur véritable intérêt et traité sur le pied de parfaite égalité les Arabes, s'ils avaient tout mis en œuvre pour développer les richesses latentes de la Mésopotamie, pendant ce long cours des siècles la population se fut considérablement accrue, la splendeur serait revenue et la Turquie aurait conservé dans le monde sa puissance et son autorité.

Son destin fut tout autre.

Peut-être, à cause de ses malheurs, grâce à l'énergie

de ses dirigeants modernes, vigoureusement retrempée, de nouveaux horizons s'ouvrent-ils à cette race. L'histoire prochaine nous l'apprendra.

CHAPITRE II

LE VILAYET DE MOSSOUL

Sa Situation
géographique, ethnographique, économique
et politique



LE VILAYET DE MOSSOUL

Sa situation géographique, ethnographique, économique et politique

Le vilayet de Mossoul est situé au nord de l'Irak proprement dit et forme partie intégrante de la Mésopotamie.

Sous le régime turc il était limité administrativement à l'ouest par une ligne commençant au nord du Tjebel Sindjar et finissant à Baniat Hamad, au sud par une ligne allant de Baniat Hamad à la frontière persane au dessus de Khanikin en passant par Tekrit, à l'est par la frontière persane et au nord par une ligne qui part de Djeziret Ibn Omar, à l'ouest, passe au sud de Baijo, puis au nord à Amadia pour aboutir à la frontière persane à Gadir.

C'est une région de hauts plateaux dans sa partie nord et nord-est, formée par les contreforts des massifs des Taurides arméniennes et des chaînes du Zagros qui s'étagent en chaînes parallèles courant du sud au nord-est et s'abaissant à mesure qu'elles descendent vers le sud pour ne plus former qu'une vaste plaine autour du Mossoul. Au sud de cette ville, l'on ne rencontre guère qu'une suite de collines variant de 50 à 600 mètres; les plus élevées

sont le Djebel Hamrîne et le Djebel Sindjar. Au sud de Suleymanieh, les hauteurs atteignent au maximum 1.600 mètres. Les chaines escarpées du nord ont leurs sommets couverts de neige; ce sont les plus hautes de la région; elles forment des pentes abruptes qui surplombent la vallée dont Mossoul occupe le centre.

Cette région est traversée du nord au sud par le Tigre et ses affluents de la rive gauche, le Khabour, le grand et le petit Zab et le Chatt el Adheim, et à l'est par le cours de la Diala, qui prend naissance à proximité de Suleymanieh et dont le cours inférieur sert à irriguer le territoire situé au nord-est du vilayet de Bagdad. Pour se frayer un passage à travers les hautes montagnes, les fleuves se sont creusés dans les roches des gorges profondes et des défilés sauvages et impraticables, mais couverts de verdure que parcourent seules les tribus nomades qui conduisent leurs troupeaux pendant la saison d'été vers ces riches pâturages. Descendus en torrents rapides des hauts plateaux, ces cours d'eau continuent leurs méandres, d'abord à travers un sol rocheux, puis se dirigent vers la plaine presque au niveau du sol couvert d'alluvions qu'ils irriguent abondamment et qu'ils contribuent à transformer en une région d'une fertilité prodigieuse.

Le climat de ce pays de transition entre la montagne et la plaine participe à la fois du climat froid et pluvieux de l'Anatolie et du climat torride de la basse Mésopotamie.

Ce qui le caractérise effectivement, ce sont les grandes différences de température de la saison d'hiver où les froids sont très rigoureux et les chaleurs accablantes pendant l'été. Ces changements brusques de la température nuisent souvent à la végétation.

La région haute est en général dénudée et la végétation y est plutôt rare. Seules les parties recouvertes d'alluvions sur les sommets et les versants des montagnes, ainsi que les rives des cours d'eau, sont plantées de forêts de peupliers et de chênes verts. Par contre, les vallées et les plaines sont formées de couches épaisses de limon qui se désagrègent pendant l'été, mais qui, arrosées, deviennent d'une fertilité remarquable. Au fur et à mesure que l'on descend vers le sud, la sécheresse est de plus en plus grande, et l'irrigation devient indispensable pour la culture, alors que dans le nord elle n'est pas nécessaire.

La population du vilayet de Mossoul est un mélange de plusieurs races et peuples venus de l'Arménie par le nord, et du désert par le sud, pour occuper les fertiles vallées du Tigre. Assyriens et Araméens des temps antiques, tribus kurdes descendues du Taurus et Arabes de Syrie et du désert, Persans, Mongols et Turcs, tour à tour conquérants étrangers et peuples migrants sont venus fusionner dans ce berceau de la civilisation antique, attirés par la richesse proverbiale du sol et par un climat réunissant les deux contrastes, offrant aux uns l'ardeur d'un soleil tropical avec le soufflé du désert, aux autres le

vent glacial et les pluies torrentielles des rudes hivers du nord.

Sur une superficie de plus de 88.000 kilomètres carrés et une population d'environ 800.000 âmes, c'est l'élément kurde qui domine avec 500.000 habitants répandus principalement dans la région montagneuse. Les Arabes, au nombre de 859.000, viennent après par ordre d'importance et occupent surtout Mossoul et les villes de la plaine. Quant aux Turcs, les anciens maîtres du pays, leur nombre s'élèveraQit en tout à 40.000 âmes environ.

A part ces trois races principales, le vilayet de Mossoul compte encore trois autres éléments d'importance moindre; les Yesidis apparentés aux Turcs et professant une religion à part, comptent environ 30.000 âmes; les chrétiens d'origine araméenne installés dans la vallée du Tigre au nombre de 60.000, et les Juifs au nombre de 12.000 qui sont disséminés dans tout le vilayet.

En dehors de ces populations sédentaires, il convient de mentionner les tribus nomades, tant kurdes qu'arabes. Leur nombre a beaucoup diminué par suite de leur transformation en tribus sédentaires s'adonnant à la culture de la terre.

Les Kurdes, qui forment environ les 5/8 de la population, constituent l'élément prépondérant du vilayet de Mossoul. Leur origine n'est pas établie de façon certaine. Les uns les croient de souche aryenne, leurs ancêtres étant venus du nord de l'Europe. Pour les autres, ce sont

des iraniens qui parlent une langue apparentée au persan. Ils diffèrent des Turcs et aussi des Arabes par leur physionomie, le port de leurs vêtements et leurs us et coutumes, malgré les mélanges fréquents survenus entre ces trois races. Ils s'occupent dans leurs montagnes de l'élevage des bétails qu'ils conduisent vers les riches pâturages du nord, et de la plantation d'arbres fruitiers. Descendus dans la plaine, ils se livrent aux travaux du sol et, de semi-nomades, deviennent agriculteurs.

En résumé, les Kurdes ne sont ni Arabes, ni Turcs, ni Persans. Ils ont une différence marquée avec les Turcs et encore plus accentuée avec les Arabes.

Occupant une situation spéciale dans l'empire ottoman, épris de leur indépendance, ils ont été un des appoints précieux du pouvoir turc. Cependant, peu à peu, et surtout dans les dernières années qui précédèrent la grande guerre, les liens se relâchèrent. Aussi, ce fut sans surprise qu'on reçut dans les chancelleries, en décembre 1914, une offre formelle d'alliance avec la Triple Entente. La note est à citer en entier à cause de ses conséquences passées, présentes et futures.

Qu'il nous soit permis de citer ici, à titre documentaire, l'ouvrage si remarquable de M. Jung, grande autorité en la matière : « Dans les premiers jours de décembre 1914, M. Jung s'est rendu au Ministère des Affaires Etrangères pour soumettre au Ministre la proposition suivante émanant du Général Chérif Pacha :

« Le Général offre le concours des pays Kurdes, capables de mettre de suite sous les armes plusieurs centaines de mille hommes. C'est un pays et ce sont les parents qui sont les chefs les plus influents.

« D'accord avec les Arméniens, les Kurdes évacueront les régions d'Arménie où ils résident; les Arméniens en feront autant pour le Kurdistan.

« Le Kurdistan ne veut pas être sous le contrôle russe. Il accepte qu'un prince indien, de même secte religieuse, soit mis à sa tête. Il veut que, sous la garantie formelle des Alliés, son autonomie, sa langue, sa religion, ses coutumes, lui soient assurés. Après la guerre il désire qu'on ouvre des écoles.

« Les Kurdes en ont assez des Turcs. Si les Alliés acceptent, le Général se rendra à Bassorah où l'attendent des cavaliers Kurdes de toutes les fractions du pays. »

On ne comprit pas ou on ne voulut pas comprendre. Si l'offre avait été acceptée, l'Arménie eut été sauvée, le Caucase épargné, la Perse non envahie - enfin, les Alliés auraient eu plusieurs centaines de mille hommes, guerriers résolus, avec eux.

On croyait que la guerre durerait peu de mois, et ni la Russie ni l'Angleterre ne voulaient sacrifier les territoires ardemment convoités. Déçus, les Kurdes firent cause commune avec les Turcs.

Quelques années après, les Anglais, nous le verrons,

regrettèrent amèrement leur premier refus provenant de leur conception politique dans les affaires mondiales.

Venus en conquérants impétueux et fanatiques du fond de leur désert aride pour frayer un passage à la doctrine de Mahomet, les Arabes s'abandonnèrent vite aux délices de l'oasis de l'Irak et, attirés par les richesses de la vallée du Tigre, ils fondèrent Bagdad, puis remontèrent le cours du fleuve jusque dans la plaine, où ils créèrent la ville de Mossoul. Durant plus de deux siècles, les Khalifes qui s'y succédèrent ne cessèrent d'embellir ces deux villes qui devinrent un centre d'attraction pour tous les pays conquis à l'Islam et où la civilisation brilla de son plus vif éclat. A côté, et parallèlement à Bagdad, Mossoul n'a point cessé depuis, malgré l'occupation turque, d'être une ville essentiellement arabe et occupée presque exclusivement par les Arabes qui s'y livrent au commerce et à l'agriculture.

En dehors de Mossoul et de toute la région du sud de cette ville, les Arabes occupent aussi toute la rive droite du Tigre.

Les Turcs arrivèrent dans le pays avec la décadence du califat. Ils durent s'effacer un moment pour laisser passer d'autres conquérants, comme nous l'avons écrit au chapitre précédent, mais s'emparèrent ensuite définitivement de toute la Mésopotamie. Toutefois, relativement restreints comme nombre, et malgré leur domination de si longue durée (plus de 400 ans), ils ne purent donner

aux populations locales leur empreinte ni imposer leur langue. Ainsi s'explique le cachet resté arabe de la ville de Mossoul, presque au pied de l'Anatolie.

Quant à la différence que certaines puissances ont voulu faire entre Turcs et Turcomans, c'est jouer sur les mots. Ils forment tous le même peuple.

Les Yeşidis (20.000 environ), les adorateurs du diable, comme certains les appellent, sont une population sédentaire, réunie en masse compacte, distincte des autres, quoique, dit-on, d'origine Kurde. Ils parlent, d'ailleurs, le Kurde.

Les Chrétiens se divisent en Nestoriens, habitant les montagnes, et les Chaldéens, résidant surtout en plaine. Les Assyro-Chaldéens ont une civilisation supérieure, leur langue, des églises magnifiques, des couvents, des écoles, des institutions de bienfaisance. Ils ont été dessimés pendant la guerre.

La ville de Mossoul est située au centre d'un vaste amphithéâtre formé par les chaînes des montagnes qui s'étagent et s'incurvent du nord à l'est. Vers elle convergent toutes les grandes routes d'Anatolie, de Syrie, de l'Irak et de la Perse. Elle est reliée aux principales villes de Dohouk, Zakko, Arbîl, Akra et Revandouz. La voie fluviale du Tigre la traverse du nord au sud et lui ouvre un passage, d'un côté vers le désert et de l'autre, vers les montagnes de l'Arménie et de l'Anatolie. C'est, avec ses 199.000 habitants, la plus grande ville de tout le vilayet;

elle forme un grand marché central qui reçoit les produits des autres villes et de toute la région environnante. Elle sert également d'entrepôt et de transit pour les marchandises provenant de la Syrie et de l'Anatolie à destination de l'Irak et du golfe Persique, au même titre que Bagdad.

Les autres villes du vilayet de Mossoul sont d'importance moindre; ce ne sont, en général, que des marchés locaux qui envoient leurs produits à la capitale. On peut citer Kerkouk (20.000 habitants), Suleimanié, point de passage vers la Perse; Zakha, dans la vallée du Chabour; Arbil, etc...

La création d'une route directe, par locomotion automobile, entre Mossoul et la côte syrienne, a accentué l'importance de Mossoul au point de vue économique et son détachement de l'Irak.

L'achèvement du chemin de fer - qui s'arrête en ce moment à Nisibin, à deux cents kilomètres de Mossoul - permettra aux céréales et aux produits lourds, actuellement dirigés vers le golfe Persique, de prendre la route d'Anatolie.

Les productions du vilayet sont variées par suite de la configuration du pays - plaines, vallées, montagnes - et de son irrigation très étendue. Donnons-en la nomenclature rapide : blé, orge, lentilles, fruits secs, bestiaux, laines, peaux, bois, marbre, grès, gypse, noix de galle, coton, poils de chèvre, (536.000 livres turques en 1907). L'importation comprend le coton filé, le fer, les produits

chimiques, les étoffes, la quincaillerie, le cuivre, le zinc, des denrées alimentaires (615.000 livres turques en 1907).

En dehors des produits locaux, les dépassant par son importance mondiale, se trouve le pétrole qui fera l'objet du chapitre suivant.

Au point de vue politique générale, le vilayet de Mossoul est un composé de diverses formations ethniques d'importance diverse qui, tout en se coudoyant, ont conservé leurs marques distinctives et souvent leurs langues. Leur rattachement au royaume de l'Irak, sous le mandat anglais, est une conséquence de la récente grande mêlée, mais laisse intactes les aspirations de chacun des peuples qui en font partie. La solution adoptée n'a pas plus de consistance que celles survenues pendant les longs siècles passés, lors de la lutte de la Chaldée contre la Syrie, par exemple. La soudure ne s'est jamais faite entre ces divers éléments. Qu'un nouveau conflit éclate, que la Grande-Bretagne soit obligée de se retirer, aussitôt renaîtront les luttes locales, avec l'appoint des voisins immédiats : Turcs au nord, Persans à l'est, Arabes au sud et à l'ouest.

La grande erreur des nations occidentales vainqueurs fut de ne considérer que leurs intérêts personnels immédiats, et de ne pas voir plus loin dans l'avenir. Le vilayet de Mossoul occupe, en effet, une situation exceptionnelle, unique, au débouché de la trouée du Caucase d'une part, au pied des montagnes anatoliennes d'autre part; et

tout aurait dû être mis en œuvre pour assurer la défense de ces riches régions contre les ennemis certains. Nous dirons dans les conclusions, quelle solution logique eut dû être adoptée.

CHAPITRE III

LES PÉTROLES

LES PÉTROLES ⁽¹⁾

La principale richesse minérale du vilayet de Mossoul est incontestablement le pétrole. Toute cette région est considérée comme la plus riche en nappes souterraines d'huile minérale et a depuis longtemps attiré l'attention des puissances européennes et particulièrement de l'Angleterre et de l'Allemagne.

L'Angleterre surtout qui accorda à la question du pétrole une attention spéciale, ayant compris la première toute l'importance de ce combustible liquide pour l'avenir de sa flotte, a su depuis longtemps déjà se ménager dans tous les pays qui abondent en sources de pétrole, des intérêts considérables. Il était donc naturel qu'elle eût jeté son dévolu sur l'Irak, connu depuis l'antiquité pour un pays à gisements pétrolifères, et qu'une fois maîtresse de l'Irak, elle eût cherché par tous les moyens à s'emparer du bassin nord, peut-être plus riche encore en pétrole que le bassin sud forme par l'Irak.

De là sa politique dans la question de Mossoul qu'il fallait à tout prix rattacher à l'Irak.

(1) Voir Charles POMARET : « La Politique Française des Combustibles Liquides », remarquable ouvrage, très documenté, du grand économiste, qui a obtenu plusieurs médailles.

M. Lloyd George s'exprime ainsi, à la date du 23 mars 1920 :

« Je ne puis pas comprendre une retraite partielle, et surtout une retraite d'une partie la plus importante et la plus pleine de promesses de la Mésopotamie. Mossoul est un pays plein de possibilités. Il a de riches dépôts pétrolifères. »

Discussion à la Chambre des Communes. — V. *The Mossoul Question*, page 31.

Avec une habileté consommée, jointe à sa ténacité ordinaire, l'Angleterre s'est donc employée à faire déloger les Turcs des lieux convoités et à les refouler vers le nord aussi loin que possible. Ce qu'elle n'avait pas réussi à s'adjuger au lendemain de la guerre sous forme de mandat sur l'Irak, elle essaya de l'obtenir par la suite à force d'arguments et de politique habile en faisant porter la question devant la Société des Nations. Ainsi que nous le verrons par la suite, les efforts de l'Angleterre furent couronnés de succès et, malgré les droits juridiques incontestables de la Turquie sur la région de Mossoul, c'est l'Angleterre qui gagna le procès et garda les mines de pétrole.

La question était d'autant plus importante pour la Grande-Bretagne que les mines des Etats-Unis semblaient devoir s'épuiser rapidement et que celles du Mexique devaient faire l'objet de projets de conquête de la part de ses voisins immédiats. Intervenir dans le conflit eût

été dangereux. Au contraire, en Irak et à Mossoul, l'emprise était relativement aisée. Les voisins - ou plutôt le seul voisin à craindre - offrait aux coups plus d'un point sensible. La proie était à portée de la main. L'Allemagne et la Russie, seules opposantes possibles, étaient dans l'impossibilité d'intervenir.

Il est inutile d'insister sur le rôle du pétrole dans le monde; ce produit est devenu d'une nécessité vitale et chaque Etat se préoccupe des possibilités qu'il peut s'assurer, soit sur son propre territoire, soit dans ses possessions extérieures, soit enfin dans des participations dans les exploitations actuelles. Il est certain, en outre, qu'en plein centre africain, et surtout dans les immenses régions asiatiques, de nouvelles découvertes seront faites au cours des années à venir, au fur et à mesure de l'avancement du rail et des facilités de pénétration.

En ce qui concerne Mossoul et l'Irak, en 1889 et en 1898, le Sultan s'attribua, par firmans, les pétroles de l'empire ottoman, connus depuis l'antiquité. En 1903, la Société des Chemins de fer d'Anatolie, créée par la Deutsch Bank, se vit accorder, avec la concession du Bagdad-Bahu, le droit d'exploiter les mines situées dans une zone de vingt kilomètres de chaque côté de la voie ferrée. En 1904, elle obtint une option de deux ans pour explorer les champs pétrolifères de Bagdad et de Mossoul, et envoya une mission d'études.

Une lutte d'influence et de compétition mit bientôt aux

prises au sujet de ces gisements M. William Knox d'Arcy, concessionnaire des mines de pétrole en Perse, d'accord avec l'Anglo Persian Oil Co fondée en 1909, la Deutsche Bank et la Royal Dutch Shell qui avait obtenu des promesses de la Turquie. Il y eut entente et fusion. En 1911, « l'African and Eastern Concession Ltd » réunit les intérêts de la Deutsche Bank et de la National Bank of Turkey, contrôlée par les financiers anglais, et se transforma en « Turkish Petroleum Co », permettant à l'Anglo-Saxon, filiale de la Royal Dutch-Shell d'en faire partie. Chacun des groupes souscrivait une part du capital fixé à 80.000 livres sterling.

Le 19 mars 1914, la part de la National Bank of Turkey (50 p. 100) fut cédée à l'Anglo-Persan Cy, groupe d'Arcy; et le 18 juin 1914, le gouvernement turc accueillait favorablement la demande de la concession déposée par la Turkish Pétroleum Cy.

La guerre modifia tout l'arrangement. La part allemande (25 p. 100), fut mise sous séquestre.

En février 1916, un accord secret fut signé entre l'Angleterre, la France et la Russie délimitant les zones revenant en Orient à chacune de ces puissances. La Russie, en dehors des provinces d'Erzeroum, de Trébizonde, de Van et de Bitlis, recevait les territoires du Kurdistan du sud suivant la ligne Mouch-Seert-Djezireh ibn Omar-Amadia frontière persane. La France avait pour sa part la bande littorale de la Syrie, le vilayet d'Adam

et un territoire passant par Aïntab-Kharpont-Ala Dagh-Kessaria-Ak Dagh-Yldiz Dagh-Zara Eghin.

La Grande-Bretagne obtenait la grande partie méridionale de la Mésopotamie avec Bagdad, et les ports de Caïffa et d'Acre. Entre les deux zones française et anglaise devait être constituée une confédération des Etats Arabes, etc...

Le 16 mai 1916 fut signé l'accord Sykes-Picot entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de leurs zones respectives.

La France obtenait la plus grande partie du vilayet de Mossoul, mais s'engageait à respecter les concessions antérieures. Le 30 octobre 1918, l'armistice de Mondros mettait fin à la guerre Turco-Alliés.

Le 3 novembre 1918, les troupes anglaises occupaient Mossoul. Retenons ces deux dates, source du litige.

Le vilayet de Mossoul fut rattaché à l'Irak.

Le 8 avril 1919, l'Angleterre accorda à la France la part allemande de la Turkish Petroleum Co, mais tout ne fut réglé qu'à San Remo le 24 avril 1920. Cet accord était basé sur le principe de la coopération cordiale et de la réciprocité dans tous les pays où les intérêts pétroliers des deux nations peuvent pratiquement se combiner : Roumanie, Asie Mineure, Russie, Galicie, colonies françaises et britanniques.

Tous les détails furent réglés (ports pour pipe-lines, raffineries, quais, etc...

Les Etats-Unis protestèrent; ils voulaient une participation au partage entre les vainqueurs.

La Standard Oil, groupant l'industrie américaine du pétrole, (The Standard Oil Co de New-York; The Standard Oil Co de New-Jersey; The Mexican Petroleum Cy; The Sinclair Consolidated Oil Cy), reçut de d'Arcy la moitié des actions de celle-ci qui obtint en compensation une royalty de 10 p. 100 sur l'huile brute extraite.

Pour compléter cet historique, disons que le gouvernement français provoqua la création de « la Compagnie Française des Pétroles » (28 mars 1924), au capital de 25 millions de francs porté à 50 millions le 3 août 1926.

La levée par cette compagnie des 40.000 actions de la société allemande de la Turkish Petroleum Co fit que, *ipso facto*, elle devint actionnaire effectif de la T. P. C. (juillet 1924), puis elle acquit 210.000 actions nouvelles sur l'augmentation de capital de la T. P. C.

Entre temps, une convention signée avec le gouvernement de l'Irak attribuait (14 mars 1925) à la T. P. C. la concession des pétroles de Mossoul dans la partie soumise à l'Irak et dans tout le territoire du gouvernement arabe, à l'exception du vilayet de Bassorah.

Les concessionnaires auront, d'après cette convention, le droit de choisir 192 mille carrés divisés en 24 superficies rectangulaires de 8 mille carrés chacune. Le reste de la zone recouverte par la concession sera ouvert à des compagnies et à des personnes de toutes nationalités. Une

période de trois années, commençant le 14 septembre 1925, a été accordée pour choisir les 24 superficies.

A noter que les parts de la Royal Dutch Cy et de l'Anglo-Persian Cy réunies, donnent la majorité aux intérêts anglais.

Cependant, en juin 1925, la mission envoyée par la Turkish Petroleum Co faisait remarquer que les opérations devaient demeurer à l'état latent jusqu'à ce que la frontière nord fut déterminée.

Les régions pétrolifères les plus riches paraissent, en effet, être celles du nord du vilayet de Mossoul, et il importait que la frontière fut éloignée le plus haut possible vers le nord.

Bien que le mot de « pétrole » n'ait été mentionné dans aucun des rapports ou des actes officiels qui ont précédé la décision de la Société des Nations, on comprend par ce rapide exposé l'intérêt primordial attaché par les grandes Puissances au dénouement favorable du litige. Cette question fut la déterminante de tout le procès et de sa solution présente. Nous disons « présente » car l'avenir, ainsi que nous le verrons à la fin, laisse prévoir des surprises et des revirements de situations.

Le 5 juin 1926, le traité, ratifiant cette décision de la S.D.N., fut signé entre la Turquie et l'Angleterre. Le gouvernement turc recevait pendant 25 ans du gouvernement de l'Irak 10 p. 100 des redevances à lui servies par la Turkish Petroleum Co et toutes autres Compagnies.

CHAPITRE IV.

LES ORIGINES DE LA QUESTION DE MOSSOUL

Le conflit politique.

Les négociations.

LES ORIGINES DE LA QUESTION DE MOSSOUL LE CONFLIT POLITIQUE

Lorsque, au cours de la guerre mondiale, les Alliés songèrent à se partager l'héritage de la Turquie défaillante, il fut convenu de diviser le sud de la Turquie d'Asie en cinq zones : 1^o) Une zone internationale comprenant la Palestine. — 2^o) Une zone française comprenant la Syrie et la Cilicie au nord et toute la région à l'est de la Cilicie jusqu'au Tigre. — 3^o) Une zone britannique comprenant la partie basse de la Mésopotamie et s'étendant de Bagdad à Bassorah. — 4 et 5^o) La zone intermédiaire entre les deux zones française et anglaise devait former un état arabe indépendant à créer de toutes pièces, et devant être partagé à son tour par une ligne diagonale allant du sud de la Syrie à la frontière persane de manière à former deux régions d'influences diverses, l'une française au nord, l'autre britannique au sud et servant d'interlands respectifs aux deux zones française et anglaise.

La région de Mossoul se trouvait ainsi comprise en territoire d'influence française. C'était une erreur de la part de la diplomatie anglaise qui perdait ainsi le bénéfice

d'une des plus riches exploitations pétrolifères en perspective. L'attention des ingénieurs allemands y était attirée bien avant la guerre et le Bagdad Bahn était tout près qu'il traversait la région. L'on conçoit qu'à la première occasion cette erreur devait être réparée. Au lendemain de l'armistice, la situation étant changée, il a fallu, en effet, reprendre toute la question des territoires à occuper et l'examiner sous un nouvel aspect. L'idée du mandat européen avait prévalu, qui devait satisfaire à la fois les appétits des Alliés et les exigences de l'idée des nationalités indépendantes à créer, au nom desquels les Alliés avaient combattu et qu'ils voulaient affranchir du joug turc. Une nouvelle répartition de ces territoires était à l'ordre du jour. Cette fois-ci, Lloyd George sut combiner avec Clémenceau un nouveau plan qui laissait Mossoul en dehors de la zone française en échange de la promesse anglaise d'accorder à la France 25 p. 100 des actions pétrolifères de la Mésopotamie. A San Remo, cet accord fut ratifié et complété par un accord direct entre les deux parties. La nouvelle ligne frontière devait séparer le mandat français sur la Syrie et le Liban des mandats britanniques en Mésopotamie et en Palestine, de manière à laisser le vilayet de Mossoul à l'est, hors du territoire sous mandat français.

Restait encore à en évincer les Turcs, car au lendemain de l'armistice, ces derniers détenaient encore presque tout le vilayet de Mossoul, qu'ils espéraient bien garder. Les

forces britanniques eurent tôt fait de les y supplanter sous prétexte que les termes de l'armistice signé les autorisaient à occuper les points d'une importance stratégique. Le gouvernement britannique réclama donc la reddition des dernières garnisons turques en Mésopotamie et les Turcs eurent beau protester, cela n'empêcha pas que le 8 novembre 1918 le drapeau britannique fut hissé sur Mossoul et que par la suite toute la région ne fut occupée au détriment des Turcs qu'on laissait protester.

Dépoüillés de fait de ce qu'ils considéraient comme leur appartenant, il ne restait plus aux Turcs qu'à s'entendre à l'amiable avec l'Angleterre ou à lui faire un procès. C'est ce que du moins ils tentèrent de faire et c'est là le point de départ des négociations turco-britanniques au sujet de Mossoul.

Or, l'Angleterre qui, à cette époque, tenait provisoirement l'Irak, devait songer à trouver le moyen légal de le garder définitivement. Il y avait si longtemps qu'elle convoitait la Mésopotamie, la route naturelle des Indes, et il ne fallait pas laisser échapper l'occasion qui s'offrait après la grande guerre.

L'idée première, celle qu'avaient épousée les Alliés et qu'ils proclamaient pendant la guerre, consistait à créer de toutes pièces un Etat arabe en Mésopotamie, berceau de l'ancien califat. Cela permettait d'enlever aux Turcs toutes prétentions sur un pays qui, hier encore, lui appartenait, et légitimait en même temps les opérations de la

puissance occupante. Loin d'agir en nation conquérante qui ne poursuit que ses intérêts égoïstes, cette dernière ne songeait soi-disant, au contraire, qu'à faire le bonheur d'une nation détrônée par les Turcs depuis plus de 400 ans et à laquelle elle voulait restituer son ancienne splendeur. Les mânes d'Haroun el Rachid devaient tressaillir d'aise dans sa tombe de Bagdad et désormais toutes les illusions étaient décidément permises pour la nation arabe enfin délivrée du joug turc.

Déjà les jeunes nationalistes de la vallée du Tigre et de l'Euphrate nourrissaient de vastes espoirs et de larges pensées et allaient convier leurs frères de Surie et d'Egypte pour se réjouir de cette indépendance, lorsque l'Angleterre crut apercevoir un danger pour elle, pour ses intérêts et pour les Indes et chercha vite un autre pantin qu'elle ferait marcher parallèlement au premier, et qui, le cas échéant, saurait neutraliser ses efforts et arrêter ses ardeurs intempestives. Ce nouveau pantin, l'Angleterre n'eut pas de peine à le trouver. Il lui suffisait pour cela de jeter un regard autour de soi. N'y avait-il pas en effet, dans le nord de la Mésopotamie, que précisément convoitait l'Angleterre pour le joindre au reste du pays conquis, n'y avait-il pas là une population belliqueuse, mi-sauvage il est vrai, mais sympathique quand même puisqu'elle commençait à séparer ses intérêts de ceux des Turcs, et qui un jour servirait utilement pour refréner les appétits immodérés des nationalistes arabes ? Concurremment,

avec le projet de création d'un Etat arabe, on fit donc surgir en temps utile et dès 1919, son antidote consistant en la formation d'un Etat Kurde, tampon entre la Turquie et le nouvel Etat arabe désormais confiné à l'Irak seul. Seulement, on s'y prenait trop tard.

Il convenait toutefois de sérier les questions, et, maintenant que les premiers jalons étaient posés pour un Etat Kurde, l'on pouvait enfin songer à constituer l'Irak en Etat arabe indépendant, avec un roi qu'on lui imposerait et qui devrait tout à l'Angleterre. A deux reprises, en 1919 et en 1922, la population de l'Irak fut donc consultée pour la forme et le résultat du référendum fut que l'Emir Fayçal, candidat anglais tenu en réserve, put être reconnu roi de l'Irak. Lors du second référendum, en 1922, les Kurdes, dûment stylés, refusèrent naturellement de participer au vote. N'allait-on pas avoir besoin d'eux pour la création d'un Etat tampon ?

Après la constitution définitive du royaume arabe limité à l'Irak et l'élection de l'Emir Fayçal par voie de référendum, l'Angleterre franchit d'emblée l'étape suivante et annexa purement et simplement au nouvel Etat tout le vilayet de Mossoul qu'elle arrachait à la Turquie au mépris du droit, créant ainsi un fait acquis avec lequel auront à compter tous les jugements de cours ultérieurs.

Déjà, par le traité de Sèvres, signé par les Alliés avec la Turquie en août 1920, traité qui devait rester d'ailleurs sans effet, lorsqu'il s'agit de délimiter la frontière entre

la Mésopotamie et l'Arménie que les Alliés voulaient ériger en Etat indépendant, la frontière proposée fut celle que suivaient les limites nord du vilayet de Mossoul qui devait revenir à la France. A cette époque, la Turquie désarmée, au lendemain de la guerre, ne pouvait que laisser faire et accepter tout.

Il n'en fut plus de même à la veille du traité de Lausanne. Répudiant le passé, la Turquie avait fait peu neuve moyennant de lourds sacrifices consentis aux Alliés et des renoncements qui devaient lui faire pardonner sa participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne. Elle avait fait mieux, elle s'était ressaisie et avait essayé de réorganiser ses forces pour lutter courageusement contre les Grecs qu'elle réussit à mettre en déroute et à qui elle arracha Smyrne.

Sentant ses forces renaître et mise en goût par ses succès militaires qui, de vaincue, lui permettait désormais de prendre attitude de nation conquérante, forte aussi de son droit, la Turquie déclara au grand étonnement de l'Angleterre, qu'elle entendait rentrer en possession du vilayet de Mossoul auquel elle n'avait d'ailleurs jamais renoncé.

A la suite de cette déclaration il y eut un premier contact entre les représentants des deux parties, Lord Curzon et Ismet Pacha, et l'on convint qu'il y avait lieu de fixer par une entente commune la ligne frontière définitive entre la Mésopotamie et la Turquie.

Le 23 janvier 1923, les négociations officielles furent

entamées à Lausanne, au cours desquelles il fut devenu clair que l'Angleterre n'entendait nullement lâcher sa proie et que la Turquie de son côté ne voulait pas abandonner ses droits souverains sur Mossoul. Dans ces conditions, Lord Curzon proposa de s'en remettre, pour donner une solution à la question, aux décisions du Conseil de la Société des Nations.

La Turquie obtint de différer l'intervention de la Société des Nations et proposa d'essayer d'abord une entente directe entre les deux parties. L'article 3 du traité de Lausanne (23 juillet 1923) fut en conséquence ainsi conçu :
« La frontière entre la Turquie et l'Irak sera déterminée
« à l'amiable entre la Turquie et la Grande-Bretagne
« dans un délai de neuf mois. A défaut d'accord entre les
« deux gouvernements dans le délai prévu, le litige
« sera porté devant le Conseil de la Société des Nations.
« Les gouvernements turc et britannique s'engagent réciproquement à ce que, en attendant la décision à prendre
« au sujet de la frontière, il ne sera procédé à aucun mouvement militaire, ou autre, de nature à apporter un changement quelconque dans l'état actuel des territoires dont
« le sort définitif dépendra de cette décision. »

Le même article 3 du traité prévoyait la convocation d'une conférence anglo-turque qui eut lieu à Constantinople du 19 mai au 15 juin 1924, non sans que les deux partis se fussent reproché mutuellement des actes contraires à l'engagement pris par elles de respecter le statu-quo. On n'aboutit pas.

Le différend, porté devant le Conseil de la Société des Nations provoqua la décision (30 septembre 1924) d'envoyer sur place une Commission chargée « d'apporter au Conseil tous renseignements et toutes suggestions propres à lui permettre de prendre sa décision ». Le comte Tleki, ancien premier ministre de Hongrie, M. Af Wirsén, ministre plénipotentiaire de Suède et M. le Colonel Paulis, Belge, furent désignés et se constituèrent en Commission le 13 novembre 1924.

Après une visite à Londres, les enquêteurs se rendirent à Angora (janvier 1925) puis à Bagdad (16 janvier) et commencèrent leurs opérations. Le 18 mars, ils rentrèrent à Mossoul et le 20 avril 1925 ils étaient de retour à Genève.

Pendant ce temps, avant même le départ de la Commission, la tension des rapports entre Londres et Angora s'accrut. Des bandes nestoriennes envahirent le territoire turc; des troupes turques pénétrèrent dans le vilayet de Mossoul. On ne s'entendait pas sur la frontière provisoire à respecter.

Une session extraordinaire du Conseil de la Société des Nations se tint à Bruxelles le 27 octobre 1924 qui fixa ce qu'on a appelé dans les discussions juridiques « La Ligne de Bruxelles ».

Ce ne fut pas le seul incident. La Commission d'enquête dut, dès son arrivée à Bagdad, faire de sérieuses remon-

trances au Haut Commissaire anglais à propos des Turcs venus avec les enquêteurs. Ce fut ensuite la révolte du Cheïk Said, chef irrégulier Kurde, suscitée au bon moment (février 1925). Elle fut impitoyablement réprimée par les Turcs. Elle n'avait, il est vrai, aucune chance de réussite, malgré les appuis indirects du gouvernement de l'Irak, de son mandataire et des Nestoriens.

L'Angleterre s'aperçut, en cette circonstance, de la faute commise en décembre 1914. A cette date, la révolte de tout le Kurdistan ne pouvait être étouffée et au moment de la paix, le pays Kurde, placé sous l'autorité d'un prince indien de même secte religieuse, n'aurait soulevé aucune difficulté au sujet des frontières et des pétroles; il devenait une sauvegarde, une barrière. L'égoïsme de 1914 recevait son premier châtiment. Les Kurdes n'étaient pas unanimes, maintenant, dans ce soulèvement, et le traitement subi par les Arabes depuis 1919 de la part des Anglais n'avait pas été pour eux un encouragement.

La Commission d'enquête avait terminé son remarquable rapport et remis ses conclusions. Quelles étaient ces dernières ? Voici ce qu'on en pensait au début d'août 1925 dans les milieux politiques et diplomatiques :

Quelle solution va être adoptée pour le règlement du problème de Mossoul ? La Société des Nations a envoyé sur place une commission d'enquête pour départager Anglais et Turcs. Mossoul est incorporé administrativement à l'Irak, ce qui permet à l'Angleterre qui

tient ce pays sous mandat de la Ligue des Nations, de contrôler les riches gisements de pétrole. Mais il semble que l'Angleterre pourrait éviter de nombreux embarras en se bornant à conserver le contrôle des conduits qui amènent le pétrole des puits aux ports d'exportation. Toujours est-il que, dans son rapport, la commission de la Ligue des Nations conclut nettement qu'au « point de vue légal le territoire contesté doit être considéré comme partie intégrante de la Turquie jusqu'à ce que cette puissance ait renoncé à ses droits. L'Irak ne peut prétendre à Mossoul ni par droit de conquête, ni par une autre voie légale ».

La commission d'enquête a été d'avis également que la majorité de la population de Mossoul aurait préféré retourner sous l'administration turque si elle n'avait pas dû tenir compte des avantages économiques que lui procurerait l'administration anglaise. C'est le Conseil de la Ligue des Nations qui devra statuer en définitive. Mais la commission d'enquête a exprimé l'avis que le territoire de Mossoul devra rester sous mandat de la Ligue pendant 25 ans et qu'il ne devra pas être morcelé. Si cependant le Conseil de la Ligue décide qu'il est préférable de partager le territoire de Mossoul, la commission suggère que la meilleure frontière serait celle qui passe par le petit Zab, rivière qui coule à 80 mille au sud-est de Mossoul. De cette façon, la ville même et une importante zone de l'Irak et du Nord, retourneraient aux Turcs.

La commission reconnaît que l'Irak (c'est-à-dire, en définitive, l'Angleterre) ne peut invoquer que des arguments moraux en faveur de sa thèse, par exemple que le développement du pays serait plus facilement réalisé sous un régime britannique. C'est pour cela que la commission d'enquête, soucieuse de ménager les intérêts anglais, a conclu à une solution de fait bien opposée aux conclusions de principe rapportées plus haut : Mossoul est un territoire turc... mais il devra rester 25 ans sous mandat anglais.

La commission d'enquête est enfin convaincue que si la Ligue des Nations termine son contrôle à l'expiration de l'accord de quatre ans actuellement en cours entre la Grande-Bretagne et l'Irak, et si certaines garanties d'autonomie locales ne sont pas données aux Kurdes, la majorité de la population préférera le régime turc au régime arabe.

D'autre part, le rattachement de la zone de Mossoul à l'Irak risquera d'amener de sérieuses difficultés politiques, la situation de la Turquie étant comparativement plus stable que celle de l'Irak. Il est cependant essentiel, en tout état de cause, que l'Irak conserve la région de la Diala, indispensable au bon fonctionnement de l'irrigation et il pourrait également être utile que la Ligue des Nations envoie dans le pays un représentant qui aurait à veiller à la protection des minorités.

Laisser la ville de Mossoul elle-même et toute la région

au dessus du petit Zab à la Turquie, c'est-à-dire le plus riche territoire pétrolifère, ou bien assumer pendant 25 ans le mandat sur l'Irak, tel était le dilemme laissé par la commission au choix des Anglais. Pour encourager ceux-ci et sauver sa couronne, le roi Fayçal vint à Londres (août 1925). Quant aux Mésopotamiens, qui n'avaient ratifié que difficilement l'acceptation du mandat anglais pendant quatre ans, personne n'en avait cure.

Le Conseil de la Société des Nations, réuni en septembre 1925, se trouva fort embarrassé devant les protestations de la Turquie qui ne se trouvait pas devant une délimitation ferme des frontières, mais devant un compromis politique. En fin de compte, la Cour de Justice Internationale de La Haye fut chargée de régler deux questions préliminaires :

1° Quelle est la nature des décisions à prendre par le Conseil en vertu de l'article 3, § 2 du traité de Lausanne ?

2° La décision doit-elle être prise à l'unanimité ou à la majorité, et les représentants des parties intéressées peuvent-ils prendre part au vote ?

Avant de se séparer, le Conseil décida l'envoi sur la Ligne de Bruxelles, d'une mission chargée spécialement d'enquêter sur ces localités où se manifestait un grand énervement et où se signalait des mouvements de troupes et des déplacements de populations.

Le 28 septembre, le général esthonien Leidoner, assisté de représentants Tchéco-Slovaque et Espagnol, fut désigné. Il ne put circuler dans la région turque, par suite

de la défense du gouvernement d'Angora, et dut limiter ses investigations du côté de l'Irak et de la frontière provisoire, ce qui rendit sa tâche fort difficile. Arrivé à Bagdad le 26 octobre, il demeura sur la frontière du 6 au 13 novembre.

Voici les conclusions de son rapport :

1° J'ai trouvé que la frontière provisoire, telle qu'elle était fixée à Bruxelles, n'est pas une frontière naturelle, certaines de ses parties sont en réalité purement fictives et peuvent décidément être traversées. Conséquemment, étant donné que la question de la frontière n'est pas résolue présentement et qu'il est si facile de traverser la ligne provisoire sur différents points, des chefs de tribus et de villages trouvent naturellement des occasions très favorables pour se livrer au brigandage. Quoique aucune attaque d'une importance sérieuse n'ait eu lieu, il est indispensable de reconnaître que des troubles seront toujours possibles jusqu'à ce que la question de la frontière soit définitivement réglée...

2° L'occupation de certains villages par des postes militaires turcs doit être mis sur le compte des inexactitudes de la carte. En tout cas, il n'y avait plus de postes turcs au sud de la ligne de Bruxelles...

3°) Quant au survol de cette Ligne par les avions britanniques, le général Leidoner pense qu'il n'était pas en état d'exprimer son opinion formelle, étant donnée l'impossibilité de faire une enquête du côté turc.

4^o) La présence à Zakho de quelques 3000 chrétiens déportés fut entièrement confirmée. La plupart viennent des villages de la zone entre la Ligne de Bruxelles et celle réclamée par le Gouvernement britannique au nord.

Parmi les réfugiés, il y avait un petit groupe de musulmans. La population était désarmée. Des déportations en masse avaient eu lieu et les soldats du 62^e régiment turc avaient commis sur les habitants des actes de violence atroces allant jusqu'au massacre. Des parents de quelques familles réfugiées en Irak étaient gardés dans des camps de concentration turcs

Le 2 novembre 1925, la Cour de Justice Internationale de La Haye fit connaître son avis. Pour elle, la décision à prendre par la Société des Nations devait être obligatoire pour les parties et constituer une détermination définitive de la frontière entre la Turquie et l'Irak. La décision devait être prise à l'unanimité des voix, les représentants des parties (Angleterre et Turquie) prenant part au vote, mais sans que leurs voix fussent comptées pour la constatation de l'unanimité.

Obligé cette fois de se décider, le Conseil de la Société des Nations approuva à l'unanimité, moins la voix de la Turquie, l'avis de la Cour Permanente (16 décembre 1925), adopta comme frontière la ligne dite de Bruxelles, et accepta de reporter à 25 ans le délai du mandat anglais sur l'Irak. Des clauses concernant les populations Kurdes

et des mesures commerciales visées par la commission d'enquête, furent ajoutées.

La Turquie n'accepta point; la tâche du Conseil, à son avis, étant de concilier les vues opposées et non de rendre une sentence.

Sir Austen Chamberlain, à la fin de la séance, déclara que la Grande-Bretagne se prêterait volontiers à des conversations avec la Turquie dans le but de rendre plus faciles et plus sûres les relations entre les deux pays.

Le 18 février 1926, le Parlement britannique approuva le nouveau traité anglo-irakien de 25 ans, signé à Bagdad le 19 janvier.

Cependant, les négociations anglo-turques n'avançaient guère, et des menaces imprécises de guerre flottaient en l'air. Il fallut manœuvrer. La Turquie avait besoin d'argent. En lui facilitant un emprunt, en lui accordant des avantages économiques, en signant avec elle un pacte de sécurité, on pouvait arriver à s'entendre.

Pour appuyer sa diplomatie, l'Angleterre s'était entendue à Rapallo avec l'Italie qui devait la seconder en cas de conflit et recevoir en échange Adalia et son hinterland. De son côté, la Grèce recevrait aide et protection de l'Italie pour occuper Constantinople et, si possible, Smyrne.

Devant cette situation, Angora n'avait qu'à s'incliner, en attendant l'heure possible de la revanche.

Le 5 juin 1926, l'accord turco-anglo-irakien fut signé à Angora.

La frontière adoptée était à peu près celle de Bruxelles. Le gouvernement de l'Irak s'engageait à payer à la Turquie, pendant 25 ans, 10 pour cent sur toutes les redevances qui lui reviendrait de la Turkish Pétroleum Co et des autres compagnies. Enfin, un pacte de bon voisinage était inséré dans le traité, et la frontière déclarée « définitive et inviolable ».

Par une lettre annexe, l'Angleterre et l'Irak offraient à la Turquie de lui payer la somme de 500.000 livres sterling si elle désirait capitaliser tout de suite sa part des redevances.

Ainsi se terminait ce conflit redoutable, pour la plus grande satisfaction de la Grande-Bretagne dont l'influence à Genève est, on le sait, prépondérante; mais cette solution laissait dans l'esprit de tous les peuples du monde, en dehors des grandes puissances, une impression de malaise et comme un vague sentiment d'injustice qu'accroissaient les termes du rapport de la Commission d'enquête.

CHAPITRE V

LA QUESTION DE MOSSOUL AU POINT DE VUE JURIDIQUE

La violation du traité d'armistice de Moudros.

La Conférence de Lausanne.

La Conférence de Constantinople.

La question devant le Conseil de la S. D. N.

Le Renvoi à la Cour.

Le retour au Conseil.

La Solution du Conseil.

L'arrangement des Parties.

LA QUESTION DE MOSSOUL AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Nous venons d'exposer dans ses grandes lignes la partie politique de ce conflit interminable et avons laissé entendre les raisons qui ont motivé d'abord la décision du Conseil de la S. D. N. puis l'acceptation de la Turquie.

Notre travail ne serait pas complet si nous ne disions pas quelques mots au sujet de la partie juridique, au point de vue du droit international et de la justice pure. En effet, des précédents de cette nature ont sur les peuples une influence, lente peut-être, mais certaine; et donnent lieu trop souvent à des interprétations fâcheuses.

Si la raison du plus fort devient une maxime générale, approuvée par la plus haute autorité morale de l'univers, cet adage provoque la réunion des faibles résolus à s'opposer à son application, et est susceptible d'amener des guerres de plus en plus farouches. Puis, cette manière d'agir donne à des éléments troubles, aux fervents de discordes, aux extrémistes, des moyens de persuasion d'une grande puissance, impossibles à réfuter. Les masses, toujours enclines à la jalousie et par conséquent à la critique,

se laissent alors facilement entraîner, pour le plus grand malheur de l'humanité.

Le droit ! La justice ! quels beaux mots, cependant, et quelles belles choses ! que viennent réduire à néant les ambitions, les cupidités, les intérêts, sans souci des répercussions plus ou moins lointaines.

Examinons donc la jurisprudence suivie. Notre tâche est facilitée par le remarquable et impartial rapport de 1925 de la Commission envoyée sur place par la S. D. N., par l'étude très serrée de M. Le Fur, professeur à la Faculté de Droit de Paris, par la consultation sur l'article 3, § 2, du Traité de Lausanne, donnée par M. Gilbert Gidel, professeur à la Faculté de Droit de Paris et à l'Ecole libre des Sciences Politiques, ainsi que par les nombreux ouvrages de M. de Lapradelle, professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut du Droit International. Tous se sont placés au-dessus des questions de partis, n'ayant d'autre ambition que de mettre leur science au service de la vérité, ce qui n'a pas été le cas de nombreux écrivains, hommes politiques et ministres de certains Etats, qui avaient des raisons multiples d'admettre la thèse adverse. Ne fallait-il pas trouver des justifications pour sa propre politique passée, présente et future ? Et n'est-il pas admis que les loups ne se mangent pas entre eux ?

Disons tout de suite qu'il apparut aux yeux de tous les gens renseignés que la décision de la S. D. N. fut, en

dehors de la question des pétroles demeurée dans l'ombre, motivée par l'enquête du général Laidoner et par le rapport de MM. Ortega Nunez (Espagne), H. Markus (Esthonie) et E. Charrère (du Sercétariat de la S. D. N.) déposés en novembre 1925 sur des atrocités commises par les Turcs, à l'encontre des populations chrétiennes résidant en territoire contesté, ou au nord de ce territoire. Une question d'humanité, un sursaut de la conscience humaine influèrent sur les mesures à prendre. Cependant, le traité intervenu en 1926 est muet en ce qui concerne les Assyro-Chaldéens.

Les Turcs nous ont habitués aux déportations en masses et aux hécatombes humaines, bien avant la guerre. En l'occurrence, en 1925, ils avaient un intérêt primordial, avant toute décision, à retirer du front des populations hostiles qui avaient pris les armes contre eux pendant les hostilités et qui étaient la cause morale de la perte certaine de leur procès devant le tribunal des Nations. Ces raisons n'excusent pas le procédé.

Comme l'a fait remarquer M. Le Fur, il n'y a pas de société sans droit et pas de droit sans respect de la personne humaine. Les Etats sont intervenus à maintes reprises pour défendre leurs nationaux molestés dans certaines contrées et ils ont étendu leur action sur des minorités nationales et religieuses opprimées. La Turquie a été la principale cause des manifestations de la conscience des peuples civilisés. Elle a permis ainsi de ne plus ad-

mettre dans son entier le principe de non-intervention basé sur celui de la souveraineté territoriale, lorsque le droit international était violé. C'est là que se trouve la clé de l'affaire de Mossoul dont la solution serait inexplicable sans cette démonstration nécessaire.

Ces aperçus si humains et si logiques sont complétés par ces lignes d'une portée plus générale :

« Non seulement le droit de résistance à un gouverne-
« ment tyrannique est indéniable dans le cas de massacres
« systématiquement organisés par son ordre, mais le droit
« d'intervention d'Etats tiers, au nom des principes d'hu-
« manité, est, aujourd'hui, hors de contestation en droit
« international; le respect de la personne humaine est le
« fondement de toute législation civilisée...

« La sécurité pour tous, le respect de la personne hu-
« maine, sont aujourd'hui considérés comme un minimum
« indispensable de civilisation, les individus ont droit à la
« vie comme les nations ont droit à l'ordre, à la paix
« dans la justice; la sécurité individuelle et la liberté
« sont les conditions du progrès et le but de tout gouver-
« nement... Et ce n'est pas seulement la majorité des
« citoyens qui a droit à des conditions de vie normale; les
« minorités nationales ou religieuses ont aussi des droits
« qu'un gouvernement ne peut violer sans se mettre au
« ban de la conscience publique internationale.

« Les minorités opprimées peuvent faire appel à la
« protection internationale; si l'oppression devient into-

« léralle et paraît ne devoir cesser qu'avec l'extinction
« du groupe opprimé, celui-ci peut, dans ce cas extrême,
« être amené à user du droit de résistance pour les indi-
« vidus victimes d'abus de pouvoirs flagrants et prolongés.

« Et comme le droit de légitime défense n'est pas
« restreint à la personne injustement attaquée, mais peut
« aussi être exercé en sa faveur par autrui, les Etats qui
« le peuvent ont le droit, voire même le devoir, d'intervenir
« en faveur de la nationalité injustement menacée de
« destruction...

« C'est là qu'il faut voir la meilleure justification des
« décisions de la Commission, suivie par le Conseil... ».

Ce droit d'intervention peut se manifester également
contre un souverain indigne.

Ces grandes et belles maximes sont admises aujourd'hui
par la plupart des Nations, et c'est pourquoi celles-ci,
afin d'éviter des interventions armées, ont créé la Société
des Nations.

La Turquie, qui donnait tant de prises par ses procédés
aux remontrances du monde, s'est vu appliquer ces prin-
cipes.

Toutefois, vis-à-vis du public, peu au courant de ces
détails, il ne restait que la grande injustice commise et
l'affirmation du principe qu'à Genève la morale de la
fable des Animaux malades de la Peste était d'une appli-
cation constante. C'est là le mal.

En dehors des motifs d'humanité qui ont pesé sur la

décision, l'argumentation turque reposait la plupart du temps sur des bases solides; la contre-partie anglaise - car l'Irak n'était qu'une façade - n'avait qu'une faible valeur juridique et, souvent, n'en avait même aucune. Tout d'abord, lors de la signature du traité d'armistice de Moudros, (30 octobre 1918), le vilayet de Mossoul était occupé par les Turcs et c'est en profitant de la faiblesse de ceux-ci que l'Angleterre a étendu son occupation.

Il n'est pas sans intérêt, au point de vue juridique, de suivre pas à pas les faits qui se sont passés depuis octobre 1918 jusqu'au moment de la décision finale. Il serait fâcheux à tous égards de ne discuter que les derniers arguments présentés par les deux parties, car ils n'embrassent pas l'ensemble de la question. Il en ressort que le Conseil a entériné tous les actes de la Grande-Bretagne de 1918 à 1925, même ceux les plus contraires au droit strict... De ceux-là il n'en est jamais parlé; un voile discret est jeté dessus. Pourtant ils auraient dû peser d'un poids décisif sur la décision; mais alors la S. D. N. eût été gravement ébranlée par ses bases, l'Angleterre étant résolue à ne pas faire machine en arrière. C'est ainsi qu'on risque à tout instant de voir le tout s'écrouler, au plus grand dam de l'humanité.

Le 30 octobre 1918, le Traité d'armistice de Moudros est signé. Aucune clause ne concerne Mossoul.

Le 1^{er} novembre le général Casse informe le comman-

dant de la 6^e armée turque, Ali Isham, qu'il a l'ordre d'occuper Mossoul et que les Turcs doivent se retirer à cinq kilomètres en arrière, en application de l'article 7 :

« Dans le cas où il surgirait une situation qui menacerait la sécurité des Alliés, ceux-ci auront le droit d'occuper tout point stratégique ».

Quelle situation a surgi en 24 heures ? Aucune explication n'est donnée et ne pouvait être donnée, car rien ne s'était produit durant ce laps de temps. C'est la première violation de l'armistice.

Le 3 novembre, le général Ali Isham reçoit un nouvel ordre, conformément à l'article 16 :

« Les garnisons se trouvant en Mésopotamie seront remises au commandant des Alliés le plus proche ».

Donc, toutes les troupes, le matériel, les armes les munitions, les approvisionnements doivent être livrés. Or, il n'y a pas de garnison dans le pays, mais une armée en campagne; puis, la frontière est celle du vilayet de Mossoul, répond le général turc.

Le 2 novembre, le général Marshall, commandant en chef les armées britanniques, écrit de Bagdad :

« En vertu de l'article 7, j'ai le droit d'occuper les points stratégiques que je crois nécessaires et j'ai ordonné en conséquence à mes troupes d'occuper Mossoul. Cette occupation s'impose pour assurer dans la ville l'ordre et la loi lors du départ de vos troupes ».

Argument spécieux, puisque l'ordre et la loi ne seront

pas violés en présence des autorités turques. Le grand Vizir, mis au courant, va trouver l'amiral Galthrop, un des signataires de l'armistice, qui répond que les armées en campagne ne doivent pas se rendre. Les limites de la Mésopotamie doivent être fixées par les diplomates et non d'après un rapport et une carte d'un militaire allemand. Le conflit peut donc être résolu par le statu quo, mais, fait curieux, le général anglais semble peu se soucier de ce qui s'est dit et se dit dans les Chancelleries, sachant pertinemment qu'il ne sera pas désavoué. Il maintient son *sic volo, sic jube*.

Le 7 novembre, les généraux Marshall et Ishan se rencontrent. Le premier, fort d'un télégramme de Londres en date du 31 octobre, veut la reddition. Devant le refus courtois, mais formel, de son adversaire, il admet enfin que les troupes se retirent à dix kilomètres, puis il fait hisser le drapeau britannique sur la ville.

Le 8 novembre, apprenant que le général turc a envoyé sa démission à Constantinople, il lui écrit :

« J'ai appris que vous avez donné votre démission. Dans ce cas, vous quitterez Mossoul demain à 10 heures du matin au plus tard, sinon je serai obligé d'appliquer à votre égard l'article 16 ».

Le même jour, le Grand Vizir télégraphie d'évacuer Mossoul, sur la demande de l'amiral Galthrop.

Le 9, Ishan prévient qu'il quitte tout le vilayet de Mossoul et que le général Marshall a exigé la remise des

armes, munitions, provisions, matériaux, outils, et a coupé toutes les voies de communication.

D'ailleurs, Adona, Smyrne, Constantinople, Brousse et Andrinople ont été occupées malgré les clauses de l'armistice.

Le 18 novembre, les fonctionnaires et gendarmes turcs sont renvoyés.

Le 26, le général Marshall et son chef d'état-major Faushan veulent que Ishan obéissent à leurs ordres. Ils essuient un refus.

Le 29, les Anglais veulent occuper Kourhut dans le vilayet de Diarbékirk, ceci pour mettre la main sur les terrains pétrolifères et charbonniers du mont Harpour et de la zone est de Péchabour.

On se demande pourquoi l'Angleterre s'est arrêtée là et n'a pas poursuivi son avance sur toute l'Arménie et l'Anatolie; quand on commence à interpréter à sa façon un traité, même d'armistice, on n'a aucune raison de ne pas continuer. Sur ces violations successives, on n'a pas insisté à Genève et, pourtant, les Turcs, on le verra, ne se firent pas faute d'exposer à tout moment leurs justes griefs. Isolés dans cet aréopage, ils ne furent pas écoutés.

Le 20 février 1919, les Turcs signalèrent les manœuvres dont les tribus Chammar étaient l'objet. Elles voulaient demeurer ottomanes et l'oncle du chérif de La Mecque du roi du Hedjaz, Ali El-Massir, n'avait pu les convaincre

de se rallier au nouvel Etat arabe. Un administrateur anglais s'installa à Dei El-Jar.

Le 25 mars, les Anglais réclamèrent comme frontière le Taurus arménien et prirent Ourfa, Maden, Diarbékir.

Le 16 avril, le gouverneur politique anglais de Zaho voulut attirer les villages de la tribu Galli Goyon dans le vilayet de Van. Il fut tué et ses soldats furent faits prisonniers.

De son côté, le commandant-major Noel visita Nissibine. Exaspérées, les tribus Chammar réclamèrent des armes, ce que le commandant turc refusa.

Le 24 mai, le capitaine d'Etat-Major Wooly fut signalé par ses tentatives pour amener le Kurdistan à se soumettre à l'Angleterre.

Le 15 septembre, le commandant du 13^e corps turc remit copie de toutes les protestations à la mission américaine, composée d'officiers généraux, mission que les Anglais avaient voulu empêcher de se rendre à Mardin sous prétexte que le pays n'était pas sûr. Le 19 octobre, Mahmoud bey, chef de la tribu Milli, rendit compte de l'offre de 50.000 livres sterling, pour accepter le rattachement à l'Angleterre, et de sa réponse : « Le Kurdistan n'existe pas ». D'autre part, les Anglais brûlèrent tous les herbages du désert afin de forcer les Chammar à venir dans la zone anglaise.

Continuant leurs manœuvres extra-légales, les An-

glais préparèrent la création d'une enclave à Amadiyah pour les Assyriens, et un bataillon de ces derniers pour servir dans le Kurdistan. A ce moment, (1920), éclata une révolte des Arabes mécontents de se voir asservis contrairement aux engagements formels pris envers eux et n'admettant pas le régime de colonisation. Les avions déversèrent des tonnes d'explosifs sur les villages.

En octobre 1920, le projet assyrien fut repris. Les Anglais avaient fourni, par le directeur du rapatriement, colonel Cunliffe Ouren, les armes, munitions et vivres aux 4.000 hommes recrutés à cet effet. Le plan échoua, aucune union n'existant entre les Assyriens disséminés un peu partout, et les Kurdes montrant une sage méfiance. L'Angleterre dut dédommager les Kurdes pour les dégâts causés par cette expédition.

Quant aux bombardements aériens en 1919, 1920 et 1921, il serait trop long de les énumérer. Le vilayet de Diarbékir n'y échappa pas. A une protestation du commandant turc du 13^e corps, le gouverneur militaire anglais de Zaho répondit au Caïmacan de Djirré (Livre rouge turc, page 72, N^o 75) :

« Si la protestation a lieu au nom du gouvernement
« du sultan de Constantinople, il n'a pas le droit de le
« faire, ayant été relevé de ses fonctions officielles par
« ce même gouvernement ; et si c'est au nom du gou-
« vernement illégal constitué par Moustapha Kémal Pacha,
« il ne peut pas l'accepter ».

Froide ironie précédée et suivie de violation flagrante du droit privé et du droit strict international. Du moment que la Turquie n'avait pas été rayée du nombre des Nations en 1918, on se devait d'agir envers elle comme envers tout autre Etat et ne pas donner un exemple fâcheux qui risque un jour — l'histoire a de singuliers revirements — de se retourner contre leurs auteurs.

Citons pour mémoire : le projet du Traité de Sèvres qui ne fut jamais appliqué et dans lequel les Alliés avaient décidé de séparer Mossoul de l'Irak et de l'annexer au Kurdistan, — la Conférence de San-Remo attribuant le mandat sur l'Irak à l'Angleterre et le traité anglo-irakien d'octobre 1922.

La controverse juridique devient alors plus serrée entre la Turquie et l'Angleterre. A Lausanne (décembre 1922) Ismet Pacha et Lord Curzon sont en présence. Le premier demande la restitution du vilayet de Mossoul, il précise que lors du plébiscite pour le roi Fayçal les minorités seules ont voté.

« C'est que, dit-il, tous les autres ont compris que les mots de protection, de guide dans la voie de la civilisation, ne sont aux mains des dominateurs que des moyens pour absorber politiquement et économiquement les peuples conquis ».

L'accord avec le Grand Chérif Hussein ne comprenait pas le vilayet de Mossoul dans le nouvel Etat arabe.

« ...le droit de conquête n'a aucune valeur en ce siècle,

« c'est la thèse de M. Wilson, et Mossoul n'a pas été con-
« quis. Ces procédés donnent lieu et donneront lieu à un
« irrédentisme turc et kurde. Quant à l'argument du
« mandat, il ne saurait être invoqué contre la Turquie
« qui n'en a jamais reconnu le principe et ignore son
« existence ».

Ce sont là des points de droit parfaitement exposés et d'une haute portée ; malheureusement, comme l'a écrit M. Henri Froidevaux : « Pour bien marquer ses
« revendications aux yeux de tous ,la Grande-Bretagne
« n'a-t-elle pas jalousement veillé, pendant la grande
« guerre, à assumer avec ses seules forces, la conquête
« de l'Irak ? Pour elle, on peut dire que l'Irak était, dès
« 1914, une chasse gardée ».

Ne l'a-t-elle pas bien marqué tout récemment, en 1926, en protestant à Genève contre l'ingérence de la Commission permanente des Mandats qui voulait se rendre un compte exact de l'œuvre accomplie en Irak depuis 1919 ?

En tout cas, aux justes observations présentées par Ismét Pacha, Lord Curzon répondit par des menaces, invoquant le pacte de la S.D.N., article 11 :

Intervinrent alors les séances de la S.D.N. et la conclusion du traité de Lausanne.

L'article 3 est ainsi conçu en ce qui concerne la Mésopotamie :

« La frontière entre la Turquie et l'Irak sera détermi-

« terminée à l'amiable entre la Turquie et la Grande-Bretagne, dans un délai de neuf mois.

« A défaut d'accord entre les deux gouvernements dans le délai prévu, le litige sera porté devant le Conseil de la S.D.N.

« Les gouvernements turc et britannique s'engagent réciproquement à ce que, en attendant la décision à prendre au sujet de la frontière, il ne sera procédé à aucun mouvement militaire ou autre de nature à apporter un changement quelconque dans l'état actuel des territoires dont le sort définitif dépendra de cette décision ».

Malgré ces clauses strictes, les avions bombardèrent la ville de Suleimanié et des troupes anglaises l'occupèrent le lendemain (juillet 1924). Puis, de soi-disant députés du vilayet de Mossoul furent autorisés par le Haut Commissaire anglais à siéger à l'Assemblée qui se réunissait à Bagdad, tandis que l'envoi de députés à Angora serait, d'après lui, une violation du pacte.

Le 22 septembre 1924, Ismet Pacha se plaignait à M. Macdonald, premier ministre et ministre des Affaires Etrangères, contre les attaques des Nestoriens licenciés, mais non désarmés et contre les violations continuelles de la frontière par des avions qui, par surcroît, lançaient des bombes.

Le 26 septembre, Jékiai Bey, Ministre de Turquie à Londres, écrivait au premier Ministre anglais cette phrase :

« Pendant que j'expliquais à votre Excellence que l'oc-

cupation de Suleymanié est contraire au texte du Traité de Lausanne et modifiait le statu quo, vous m'avez répondu que ce n'était pas votre Excellence qui avait conclu ce Traité et que d'après les renseignements qui vous avaient été donnés cette occupation n'était pas contraire au Traité ».

Curieuse thèse juridique qui mettrait en cause les individus eux-mêmes et non les fonctionnaires ou ministres signant pour l'Etat.

La question du statu quo souleva en outre deux conflits.

1^o) Au nord de la frontière est une région non occupée effectivement à la signature du traité de Lausanne. Elle fait partie, disent les Anglais, du pays où les tribus assyriennes du Tiari supérieur ont demeuré longtemps. L'Angleterre ne réclame pas cette région, mais elle est en dehors du rayon de l'influence turque. Les Turcs n'ont pas le droit d'y envoyer un Mutessarif et des troupes.

— Il est naturel, répondirent les Turcs, qu'un territoire qui ne se trouve pas sous l'occupation de l'envahisseur appartienne au possesseur légitime. Le vali de Hakkiari a gouverné ces localités.

2^o) Lors de la Conférence de Constantinople, tandis que les Turcs continuaient à réclamer les sandjaks de Mossoul, Suleimanié et Kerkut, les Anglais voulaient un nouveau territoire dans le vilayet de Hakkiari, question

qui n'avait pas été soulevée lors des négociations de Lausanne.

A propos des divisions administratives entre l'Irak et Mossoul, sir Percy Cox répondit :

« Une division administrative entre deux provinces du même Etat est foncièrement différente d'une frontière internationale, et les conditions de tribu et d'ordre politique ont rendu cette ligne de division fluide et variable ».

A la 30^e session du Conseil de la S.D.N., en septembre 1924, la Turquie renouvela ses déclarations au sujet de son non renoncement à Mossoul. La thèse du gouvernement anglais, au contraire, suppose que le sort de Mossoul serait déjà résolu en sa faveur, ce qui ne repose sur aucune base juridique.

A la 31^e session, à Bruxelles, le 27 octobre 1924, une démarcation provisoire fut convenue. M. Branting souligna particulièrement le fait qu'il s'agissait exclusivement de régler une situation provisoire pour maintenir l'ordre et la paix pendant la période d'attente. Une telle proposition ne devait d'aucune façon être préjudiciable à l'arrangement final concernant la procédure adoptée. On connaît la suite : l'envoi d'une Commission sur place, la réunion du Conseil, l'avis de la Cour Internationale de La Haye, la décision de la S.D.N., et enfin le Traité de Paix définitif de 1926.

Dans l'exposé général, pour asseoir son argumenta-

tion et même faire prévaloir ses droits à une extension illimitée de la frontière au delà de celle du vilayet de Mossoul vers le nord en englobant une partie de celui de Hakkîari, l'Angleterre excipait les droits qui lui revenaient de son arrangement avec les Arabes pendant la guerre (1918) de son acceptation du mandat sur l'Irak (San Remo, avril 1920) et du traité signé avec le roi de l'Irak (octobre 1922). C'est une véritable trouille, du point de vue international, a écrit M. Le Fur.

La Turquie n'étant pas tierce partie lors de ces accords et n'ayant renoncé à aucun de ses droits, tous ces traités ne la regardaient pas, nul ne pouvant, en droit international comme en droit privé, disposer des biens d'autrui sans son consentement. Le droit de conquête était aussi inopérant, vu la situation du vilayet de Mossoul au moment de l'armistice. Enfin, la question de l'occupation militaire n'avait pas plus de valeur ; elle constitue un fait particulier et non un droit.

Le rapport de la commission fut approuvé par le Comité du Conseil, puis par le Conseil de la S.D.N. et, contradiction flagrante, bien que tout le monde eût donné en principe raison à la Turquie, la décision fut celle que nous avons indiquée dans le précédent chapitre.

Au sujet du plébiscite réclamé par les Turcs, la question est aussi claire. Le plébiscite semblait d'autant plus nécessaire que le territoire contesté couvrait une superficie

plus vaste que celle du vilayet de Mossoul et comptait huit cent-mille habitants.

Les Anglais repoussèrent l'idée de cette consultation, sous prétexte que celle-ci était impossible avec ces populations divisées, en partie nomades, non instruites et, de plus, dangereuses.

Que devenait alors la sincérité des votes qui furent réclamés par l'Angleterre en 1921 au sujet du rattachement du vilayet de Mossoul à l'Irak et de l'élection du roi Fayçal ? Les Anglais ne craignaient-ils pas, cette fois, de la part des habitants Kurdes de Souleimanié, le renouvellement de leur opposition ?

Moins catégorique que dans la précédente affaire, la Commission propose au Conseil de ne pas procéder au plébiscite à cause des difficultés de toutes sortes que provoquait ce mode de procéder ; mais elle s'efforça, au cours de son enquête, de s'inspirer du désir du gouvernement turc en recueillant les vœux de la population.

Ses interrogatoires ne purent s'étendre qu'à très peu de personnes.

Relativement au caractère géographique et ethnographique du pays contesté, il appartient, sauf Mossoul, au Haut Pays ; il est plus peuplé que la plaine, à cause de la meilleure distribution des eaux. Les Kurdes y sont au nombre de 500.000 et se rapprochent, ceux du nord aux Kurdes (1.500.000) des vilayets de Hakkari et de Mardine en Turquie, ceux de l'Est à leurs co-nationaux

de Perse (700.000). L'argument arabe ne peut donc jouer que pour Mossoul.

La partie la plus curieuse de la Commission réside certainement dans ses conclusions.

L'Irak n'a aucun droit, ni juridique, ni de conquête sur ce territoire formant l'objet du litige, et la Turquie en conserve la souveraineté de droit.

La situation de l'Irak paraît incertaine. De grandes difficultés surgissent entre Chîtes (vilayets de Bassorah et de Bagdad) et Sunnites (Mossoul). Les relations entre Kurdes et Arabes sont aussi délicates.

Si le mandat expire sous peu, il serait plus avantageux pour le vilayet de Mossoul de se trouver sous la souveraineté de la Turquie dont la situation extérieure et intérieure est incomparablement plus stable que ne serait celle de l'Irak livré à lui-même.

Un grand nombre des partisans de l'Irak ont déclaré que si le régime du mandat devait cesser bientôt, ils préféreraient être restitués à la Turquie.

Si ces deux facteurs, appui effectif provenant du mandat et considérations économiques, n'avaient pas existé, il est probable que la majorité des personnes consultées eussent préféré le rattachement à la Turquie.

Quant à la question assyrienne, qui fut la cause principale invoquée par le gouvernement britannique pour réclamer une frontière englobant une partie du vilayet de Hakkiari, la prétention de l'Angleterre n'est pas jus-

tifiée ; il n'a en effet été fait aucune mention ni dans les pourparlers antérieurs ni dans le traité de Lausanne.

En conséquence, la Commission suggère l'adoption de la ligne conventionnelle de Bruxelles comme frontière à condition que la Société des Nations l'aura pendant 25 ans le territoire sous son mandat effectif, et que des garanties d'administration locale soient données aux Kurdes, etc., etc...

Le Conseil approuva le 16 décembre 1925.

A la lecture du rapport jusqu'aux conclusions exclues, on peut croire que la thèse turque l'emportera sur la thèse anglaise. On assiste à la revanche du droit sur la force. Puis, brusquement, changement de décors et coup de théâtre. La fable des Animaux malades de la Peste entre en action, avec sa terminaison si vraie : « suivant que vous serez puissant ou misérable »...

La logique, chère à Descartes, ne brille pas dans cette affaire. Que vient faire en effet, cette aggravation de 25 années de Mandat aux populations arabes et kurdes, les premières surtout ayant protesté et protestant encore contre l'la désinvolture avec laquelle l'Europe les avait traitées en adoptant la formule des Mandats.

Quant au droit, à la légalité, à la justice, nous avons déjà exprimé notre opinion sur la façon cavalière dont on avait usé à leur égard.

Il y eut aussi une joute intéressante lors de la réunion de la Cour Internationale de Justice, à propos de l'arti-

cle 3, § 2, du traité de Lausanne du 24 juillet 1924 dont nous avons déjà donné plus haut le texte :

L'Angleterre prétendait que la décision aurait le caractère et la valeur d'une sentence arbitrale, et la Turquie répondait que ni les termes de l'article ni ceux du Pacte de la S.D.N. ne contenaient dévolution de pouvoirs arbitraux au profit de celle-ci.

C'est cette divergence d'interprétation que la S.D.N. décida de transmettre le 19 septembre 1925 à la Cour de Justice Internationale en ajoutant la question : « la décision doit-elle être prise à l'unanimité ? Les représentants des Parties intéressées peuvent-ils prendre part au vote ? »

M. Gillbert GIDEL réfuta dans un long et savant mémoire la thèse britannique.

Selon la thèse anglaise le mot de « décision » comportait le sous-entendu « décision arbitrale » et il devait s'expliquer ainsi : « résultat de l'action du Conseil ».

Or, M. Larnaude, doyen de la Faculté de Droit de Paris, délégué du gouvernement français à l'élaboration du Pacte de la S.D.N., a expliqué que, formé d'hommes d'Etat et non de juristes, d'une composition variable d'une séance à l'autre, le Conseil n'est pas adapté à des fonctions d'arbitre. L'arbitrage y reste facultatif ; les parties, si elles veulent ainsi résoudre leur conflit, doivent y consentir toutes deux.

En décidant entre elles de porter le litige devant la

S.D.N. l'Angleterre et la Turquie se sont bien gardées de stipuler l'obligation de l'arbitrage, ne reconnaissant à la S.D.N. aucun pouvoir autre que ceux donnés à elle par le Pacte, article 15.

Elles, ou tout au moins la Turquie, ont accepté une conciliation entre les parties d'abord, puis une médiation, et enfin des recommandations, mais nullement l'arbitrage. Quant à la « décision à prendre » rien ne spécifie que ce soit par la S.D.N. ou tout autre ; on peut même inférer du texte du Traité de Lausanne que cette décision sera prise par les intéressés seuls, après les recommandations de la S.D.N. C'est ce qui eut lieu, d'ailleurs, malgré l'extension de pouvoirs que s'était arrogée le Conseil.

Il est intéressant de constater à ce propos que lors de la réunion de la Commission territoriale et militaire à Constantinople, Ismet Pacha a repoussé l'arbitrage proposé par Lord Curzon, et que ce dernier a déclaré lui-même « qu'aucune décision ne pourrait être prise sans le consentement du gouvernement turc ». Cette simple phrase est caractéristique. S'il y avait eu arbitrage consenti d'avance, le consentement n'aurait pas à intervenir ensuite.

M. Gidel conclut ainsi :

« Tout comme la lettre du texte de Lausanne, tout
« comme les circonstances de son élaboration, la conduite
« des Parties et la conduite du Conseil de la S.D.N.
« lui-même dans la mise en application effective de ce
« texte, oblige à décider que le Conseil n'a pas d'autres

« pouvoirs que ceux qui lui appartiennent en conformité « de l'article 15 du Pacte ».

Malgré cet éclaircissement juridique si précis, la Cour de La Haye décida (21-XI-25) que les parties avaient voulu, au moyen du recours au Conseil prévu par l'art. 3 § 2 du Traité de Lausanne; assurer, à défaut d'accord entre elles, une solution définitive et obligatoire du litige, c'est-à-dire fixer définitivement la frontière entre les deux pays. L'unanimité des voix devait être obtenue au Conseil, celles des intéressés ne comptant pas ».

Que devient en ce cas la clause du « consentement des parties ». D'ailleurs, la Turquie, bien qu'elle eut, par déférence pour la Cour et à titre de pure information, répondu à quelques points demandés par celle-ci, n'y était pas représentée et, par conséquent, ne put réfuter les arguments de la partie adverse.

Le 8 décembre et les jours suivants, le Conseil se réunit pour prendre connaissance de la décision de la Cour et aussi du rapport du général Laidonner.

Malgré l'opposition de Munir Bey, le rapport de M. Unden, favorable à l'acceptation de l'avis consultatif de la Cour Permanente de La Haye, fut adopté à l'unanimité, moins la voix du représentant de la Turquie.

Munir Bey déclara que le gouvernement de la République turque n'a pas pouvoir pour accepter l'arbitrage dans une question aussi importante et qui touche aux droits de la souveraineté du pays sans avoir l'autorisation de la

grande Assemblée nationale. Il considère le vote, non comme une décision, mais comme une recommandation et il se contente d'en prendre connaissance comme tel. Devant un arbitrage, les pouvoirs de la Délégation turque prennent fin.

Le Conseil continua son examen et convoqua Taofik Rouschdy Bey à la séance du 10 décembre où devaient se discuter la question de frontière et le rapport du général Laidoner.

Se basant sur l'avis de M. le Professeur Gidel concernant l'unanimité des voix, Taofik Rouschdy Bey déclina l'invitation. *

Le Conseil s'était muni d'un pouvoir de décision contestable, ce que la Turquie, non consentante, ne pouvait admettre. Aussi, malgré certaines avances faites par le Comité du Conseil pour la frontière de l'Irak, le représentant turc refusa de venir s'expliquer. Le 13 décembre 1925, il écrivait au Secrétaire général Adjoint de la S. D. N. :

« La délégation turque a fait en plein Conseil de nombreuses propositions conciliatrices qui sont connues de la Délégation britannique, elle a notamment proposé le plébiscite, la cession à l'Irak de la région Diala reconnue comme seule indispensable par la Commission d'enquête pour l'irrigation de ce pays, la conclusion d'un pacte de de sécurité et celles de conventions douanières et commerciales afin de ne pas porter atteinte aux intérêts écono-

miques de la région; elle a en outre démontré qu'il était animé de la meilleure volonté pour examiner toutes propositions raisonnables qui lui seraient faites ».

« Jusqu'à ce jour, la Délégation turque n'a eu connaissance d'aucune proposition conciliatrice faite par la Délégation britannique ».

« Il résulte de tout ce qui précède que la Délégation turque a fait des propositions concrètes dans le sens d'une conciliation; par contre, aucune proposition concrète dans ce même sens ne lui fut faite de la part des membres du Conseil ni de la part de la délégation britannique.

« Il doit d'autre part être remarqué que la Turquie a fait tous ces pas en avant malgré que la Commission d'enquête ait textuellement déclaré dans son rapport : « La Commission est d'avis que juridiquement, le territoire contesté doit être considéré comme faisant partie intégrante de la Turquie tant que cette dernière puissance n'aura pas renoncé à ses droits.

« Pour incorporer le territoire contesté, l'Irak n'a invoqué ni le droit de conquête ni aucun autre droit juridique ».

La lettre continue — si l'autre partie n'avait pas gardé jusqu'à présent et ne garde pas encore aujourd'hui une attitude intransigeante, la conciliation serait toujours possible.

Signé : Mehmed Munir

Le 16 décembre, à la 37^e session du Conseil, Rouschdy

Bey refusa de venir, et sa lettre d'explication, basée sur les mêmes arguments, ajoute :

« Je tiens en outre à déclarer que les droits de souveraineté d'un Etat sur un territoire ne pouvant prendre fin qu'avec son consentement, il en résulte que nos droits souverains sur la totalité du vilayet de Mossoul demeurent entiers ».

Le rapport de M. Uden conclut à l'adoption de la décision définitive, ce qui fut voté à l'unanimité. Cependant, le Conseil ajouta :

« Recommande instamment aux deux Parties qui ont porté la question devant lui d'arriver à des arrangements à l'amiable de nature à mettre fin au regrettable état de tension créé entre eux par le litige... ».

Et sir Austein Chamberlain déclara qu'il se prêterait volontiers à des conversations avec le gouvernement turc pour un arrangement.

Le Conseil et le Ministre des Affaires Etrangères Britannique ne pouvaient mieux faire, puisque la partie adverse faisait défaut. On connaît le reste.

Toutefois, il est à remarquer que si le Conseil avait cru devoir relever tous les abus d'autorité et les violations des traités et du droit strict ainsi que du droit international que nous avons cités en détail, il eût du rendre une toute autre sentence. C'eût été justice et la Turquie s'était placée sur un terrain inattaquable. La question des minorités mise à part et on sait qu'elle n'a pas été résolue en

fin de compte, il est regrettable que le droit n'ait pas été appliqué strictement. Dans les traités de droit international qui pourront être édités par la suite, il semblera difficile de citer l'affaire de Mossoul comme exemple de la Justice, et c'est un grave précédent dans l'histoire moderne des relations mondiales.

En réalité, tout le monde avait hâte d'en finir avec cette question épineuse, et la Cour de La Haye, malgré son titre grandiose, n'échappait pas à l'ambiance.

La Turquie n'avait plus qu'à attendre du temps et des événements la révision du procès. Pour le moment, ce lion devenu vieux, n'inspirait plus aucune crainte.

CHAPITRE VI

Les Conséquences et la Moralité de la Solution du Conseil de la Société des Nations au point de vue politique et économique

**Pour la Turquie,
La Grande Bretagne,
La Paix Générale.**

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA SOLUTION ADOPTÉE ET SA MORALITÉ

Notre étude ne serait pas complète si nous n'envisagions pas les conséquences politiques de la solution qui est intervenue dans l'affaire de Mossoul, et si nous n'en tirions pas la moralité.

La Turquie avait une cause juste en principe et en droit et nous ne pouvons nous défendre d'une sympathie pour elle, d'autant plus que son adversaire, poursuivant ses buts avec une continuité de vues remarquable, lui avait déjà enlevé d'immenses territoires à son profit personnel et avait contribué à détacher d'elle d'autres parties de son empire.

Cependant la Turquie récolte les mauvais fruits d'une détestable politique séculaire et ne peut s'en prendre qu'à elle-même de ce qui lui arrive. Certes, elle redoublé aujourd'hui d'efforts pour secouer un triste passé; mais elle subit les effets des fautes de l'ancien régime. Si, en effet, on examine attentivement son histoire, on remarque qu'elle a eu sous sa domination des populations de races diverses, occupant de riches contrées, une partie de l'Eu-

rope et de l'Asie. Elle n'a su s'assimiler aucun habitant, se contentant d'exploiter ses sujets, ne se préoccupant nullement de leur bien-être, de leur évolution sociale, s'acharnant au contraire à les laisser dans l'ignorance, les traitant comme des serfs. Elle a rendu stériles les pays les plus fertiles, en n'ordonnant aucun des travaux les plus indispensables pour, tout au moins, les maintenir dans un état moyen, ayant gardé à travers les siècles cette curieuse mentalité du conquérant, des Timour Leng, des Tjengis Khan, des Attila, capables de tout détruire et de n'élever que des pyramides de têtes humaines.

Enfermés dans leur palais de Constantipole, les Sultans ont vu peu à peu se désagréger l'empire. Au fur et à mesure, des provinces se sont détachées d'elle et ont formé des principautés, puis des royaumes, sans que des réactions viriles aient secoué ces empereurs. N'ayant plus de forces assez imposantes sur lesquelles ils pouvaient compter, ne disposant que d'une organisation vétuste, pourrie, ils ne cherchèrent pas à développer leurs facultés, à user de toutes leurs ressources, pour remonter la pente fatale qui les menait à la ruine, pour devenir les émules des autres souverains d'Europe et leur inspirer le respect.

La Turquie avait, pourtant, un atout formidable entre les mains, atout dont elle n'a pas su se servir et qui lui a seulement permis de se maintenir plus longtemps comme grande puissance. Nous voulons parler de l'Islam que ses Khalifes - usurpateurs, il est vrai, mais reconnus

partout comme Commandeurs des Croyants - représentaient et pouvaient diriger à leur guise. Cette arme, redoutable, ce levier puissant, devint inutile entre leurs mains, nuisible même, et à tel point que la Turquie actuelle n'en a plus voulu, laissant à d'autres peuples et à leurs chefs, plus virils et plus sagaces, le soin de relever le drapeau vert et de porter haut le Croissant.

Après avoir perdu la plus grande partie de ses possessions européennes, la totalité de ses provinces africaines, elle se vit amputer de ses territoires arabes d'Asie mineure. Elle se trouvait donc sans forces suffisantes pour résister aux menaces anglaises et italiennes à propos de Mossoul. Elle se contenta d'user des moyens diplomatiques et parvint à arracher à ses adversaires un avantage pécuniaire dans l'exploitation des pétroles, un crédit important, et à éviter une plus large amputation.

Elle doit se dire aujourd'hui que l'on ne doit pas gouverner par la terreur ni massacrer à sa fantaisie des populations parce que celles-ci n'ont pas les mêmes croyances; que dans notre monde moderne, les mots « humanité » et « progrès » ne sont pas vides de sens, et que malgré certaines erreurs, une évolution constante pousse les peuples vers une vie meilleure. Il ne suffit donc pas d'avoir le droit pour soi, il faut aussi démontrer qu'on est digne d'user de ce droit; c'est ce qu'a voulu faire ressortir la Société des Nations.

Quant à la Grande-Bretagne, elle est parvenue à ses

fins, après de lents et patients efforts. Elle s'est assurée la seconde route des Indes et se croit capable de défier toute atteinte de ce côté. Sa puissance est arrivée à son apogée. Elle domine le monde.

En ce qui concerne la Mésopotamie, elle va pouvoir mener à bien les grands travaux prévus depuis si longtemps par ses ingénieurs en particulier par Sir W. Wylcoks qui a si patiemment étudié le système des irrigations dans ces régions. Si le temps lui est donné, elle fera revivre les années de splendeur de l'époque des Sémiramis et des premiers Khalifes arabes, et le monde lui devra d'avoir franchi une nouvelle étape vers son bonheur idéal.

Avec les pétroles, dont les pipe-lines aboutiront au Golfe Persique, à Alexandrette et à Haïffa, elle détiendra un pouvoir dictatorial, car, à moins de nouvelles découvertes sensationnelles, le pétrole est le grand animateur de la société moderne.

Toutefois, cet accroissement de force et de prestige demande à la nation qui en a l'apanage une prudence fort grande dans sa politique et une utilisation rationnelle de ses moyens d'action. Il ne faut pas qu'elle se laisse griser par ces succès éclatants et qu'elle cherche à étendre plus encore son emprise. Aussi, la Grande-Bretagne devrait-elle en Orient compter avec plusieurs facteurs.

Le Kurdistan, morcelé, aura tendance à se réunir et à accepter tous les concours pour arriver à ses fins. La Perse,

saisie dans un étau par le sud (Indes) et à l'ouest (Mésopotamie) a déjà pris ses précautions en adhérant à Odessa, à la Ligue Pan Orientale. Les Arabes ont tout fait pour être libres et ne se plient à la domination britannique que contraints et forcés; ils attendent le moment favorable pour se libérer. Leur souverain, le roi Fayçal, n'étant pas des leurs, ils ne l'acceptent qu'avec peine.

Devant cette situation assez trouble, il importe à l'Angleterre d'adopter une tactique qui lui permettra d'être l'inspiratrice et non la dominatrice. C'est une question de doigté, mais il ne faut pas qu'elle s'attarde à chercher la méthode. Les événements de Chine sont là qui lui rappellent le danger imminent pour les Indes, avec ses répercussions lointaines, et par lointaines nous voulons dire « au loin », partout où il y a une colonie ou un protectorat.

Le succès d'hier n'est donc pas de tout repos, pour l'Angleterre comme pour ses alliés et ses amis. Il est évident que l'Europe profitera de l'heureuse aubaine échue à l'empire britannique et qu'elle en retirera de nombreux avantages économiques. Le bénéfice sera également politique, car ce résultat a permis d'écarter et de briser un élément fâcheux de discorde, tel qu'était l'empire ottoman. Il est à craindre, cependant, que des jaloux, des rivaux, ne cherchent à profiter de l'instabilité cachée de la position anglaise et n'incitent certains pays à se grouper, les uns

pour reconquérir les terres perdues, les autres pour obtenir leur indépendance.

La sécurité de l'empire britannique gagnerait donc à satisfaire les aspirations des Etats dont il s'est fait le protecteur officiel. Alors, également, l'Europe pourrait respirer plus à son aise, étant certaine de ne pas être entraînée dans des complications dangereuses, et quelques nations d'Asie, comme la Perse et l'Afghanistan, n'ayant plus rien à craindre, s'occuperaient exclusivement du développement de leur civilisation et de l'adaptation de leur commerce aux formes modernes.

Nous sommes à un tournant de l'histoire du monde. L'Europe et l'Asie se pénètrent, cherchant une formule d'entente, afin d'éviter tous heurts et tous conflits. C'est aux peuples les plus évolués et les plus puissants à trouver la formule nécessaire. Un léger effort, une victoire sur eux-mêmes leur permettra d'y parvenir.

L'affaire de Mossoul, si délicate, si parsemée encore de germes de discordes, aura eu des conséquences heureuses, et on ne pourra, dans l'avenir, que marquer cette date de 1926 comme commencement d'une ère de prospérité et de paix.

APPENDICE

Accords concernant les pétroles de Mésopotamie

Les accords anglo-franco-russe de 1916, appelés « Accords Secrets », divulgués lors de la défaite russe par le journal *La Prawda*, du 21 février 1918.

Voici le texte de l'accord anglo-franco-russe du 19 février 1916 :

En résultat des pourparlers qui ont eu lieu au printemps 1916, à Londres et à Pétrograd, les gouvernements alliés de Grande-Bretagne, de France et de Russie sont arrivés à un accord relativement à la future répartition des zones d'influence et des acquisitions territoriales en Turquie d'Asie et relativement à la formation dans les limites de l'Arabie d'un Etat indépendant ou d'une confédération d'Etat arabe.

Dans ses lignes principales, l'accord se résume comme suit :

La Russie acquiert les provinces d'Erzeroum, de Tré-

bizonde, de Van et de Bitlis, ainsi que les territoires du Kurdistan du Sud suivant la ligne Mouch-Seert-Djezireh-Ibn-Omar-Amadia-frontière persane. Le point terminus de l'acquisition territoriale russe sur les rives de la mer Noire serait un point à déterminer ultérieurement à l'ouest de Trébizonde.

La France reçoit la bande littorale de la Syrie, le vilayet d'Adana et un territoire délimité au sud par la ligne : Aïntab-Karpout, jusqu'à la frontière russe et au nord par la ligne : Ala-Dagh-Kessaria-Ak-Dagh-Yldiz-Dagh-Zara-Eghin-Kharpout.

La Grande-Bretagne acquiert la partie méridionale de la Mésopotamie avec Bagdad et se réserve en Syrie les porte de Caïffa et d'Acre.

Suivant conventions entre la France et l'Angleterre, la zone entre les régions française et anglaise constituera la confédération des Etats d'Arabie ou d'un Etat d'Arabie indépendant dont les zones seront déterminées à ce moment.

Alexandrie est déclaré port franc.

Dans le but de garantir les intérêts religieux des puissances alliées, la Palestine et les lieux saints sont exclus du territoire turc et seront soumis à un régime spécial, suivant une convention entre la Russie, la France et l'Angleterre.

En règle générale, les puissances contractantes s'engagent mutuellement à reconnaître les conventions et les

prérogatives existant avant la guerre dans les rayons acquis par elles. Elles acceptent une part de la dette ottomane proportionnelle aux territoires acquis.

Accord Sykess-Picot

Accord franco-britannique du 16 mai 1926

Il résulte d'un échange de lettres entre M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères anglais. Ces lettres forment la conclusion des négociations engagées précédemment entre M. Georges Picot et Sir Mark Sykes. Il semble utile de les rappeler ici :

« M. Paul Cambon, ambassadeur de France
à Londres, à Sir Edward Grey, Baronnet,
secrétaire d'Etat.

« *Londres, le 9 mai 1916*

« J'ai été chargé de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement français accepte les limites telles qu'elles ont été fixées sur les cartes signées par Sir Mark Sykes et M. Georges Picot, ainsi que les conditions diverses formulées au cours de ces discussions.

« Il demeure donc entendu que :

« 1° La France et la Grande-Bretagne sont disposées à

reconnaître et à protéger un Etat arabe indépendant ou une confédération d'Etat arabe dans les zones A et B indiquées sur la carte ci-jointe, sous la suzeraineté d'un chef arabe. Dans la zone A, la France, et dans la zone B, la Grande-Bretagne auront un droit de priorité sur les entreprises et les emprunts locaux. Dans la zone A, la France, et dans la zone B la Grande-Bretagne auront seules à fournir des conseillers ou des fonctionnaires étrangers à la demande de l'Etat arabe ou de la Confédération de l'Etat arabe ;

« 2° Dans la zone bleue, la France, et dans la zone rouge, la Grande-Bretagne, seront autorisées à établir telle administration directe ou indirecte ou tel contrôle qu'elles désirent ou qu'elles jugeront convenable d'établir après entente avec l'Etat ou la confédération de l'Etat arabe ;

« 3° Dans la zone brune, sera établie une administration internationale dont la forme devra être décidée... d'accord avec les autres alliés et les représentants du shérif de la Mecque ;

« 4° Il sera accordé à la Grande-Bretagne : 1° les ports de Caïffa et d'Acre ; 2° la garantie d'une quantité définie d'eau du Tigre et de l'Euphrate dans la zone A pour la zone B. Le Gouvernement, de son côté, s'engage à n'entreprendre à aucun moment des négociations en vue de la cession de Chypre à une tierce puissance sans le consentement préalable du Gouvernement français ;

« 5° Alexandrette sera un port franc, en ce qui concerne

les provinces de l'Empire britannique et il ne sera pas établi de différence de traitement dans les droits de port, ni d'avantages particuliers refusés à la marine ou aux marchandises anglaises ; il y aura libre transit pour les marchandises anglaises par Alexandrette et par chemin de fer à travers la zone bleue, que ces marchandises soient destinées à la zone rouge, la zone B, la zone A, ou en proviennent ; et aucune différence de traitement n'y sera établie directement ou indirectement, aux dépens des marchandises anglaises, sur quelque chemin de fer que ce soit, comme aux dépens de marchandises ou des navires anglais dans tous ports desservant les zones mentionnées.

« Caïffa sera un port franc en ce qui concerne le commerce de la France, de ses colonies et de ses protectorats et il n'y aura ni différence de traitement, ni avantages dans les droits de port, qui puissent être refusés à la marine ou aux marchandises françaises. Il y aura libre transit pour les marchandises françaises par Caïffa et par les chemins de fer anglais à travers la zone brune, que ces marchandises soient en provenance ou à destination de la zone bleue, de la zone A, ou de la zone B, et il n'y aura aucune différence de traitement directe ou indirecte aux dépens des marchandises françaises sur quelque chemin de fer que ce soit, comme aux dépens de marchandises ou de navires français dans quelque port que ce soit desservant les zones mentionnées ;

« 6° Dans la zone A, le chemin de fer de Bagdad ne sera pas prolongé vers le sud au delà de Mossoul, et dans la zone B, vers le nord au delà de Samara, jusqu'à ce qu'un chemin de fer reliant Bagdad à Alep, par la vallée de l'Euphrate, ait été terminé et cela seulement avec concours des deux Gouvernements ;

« 7° La Grande-Bretagne aura le droit de construire, d'administrer et être seule propriétaire d'un chemin de fer reliant Caïffa avec la zone B. Elle aura, en outre, un droit perpétuel de transporter cette route en tous temps le long de cette ligne. Il doit être entendu par les deux Gouvernements que ce chemin de fer doit faciliter la jonction de Bagdad et de Caïffa, et il est, de plus, entendu que si les difficultés techniques et les dépenses encourues pour l'entretien de cette ligne de jonction dans la zone brune rendent l'exécution impraticable, le Gouvernement français sera disposé à envisager que la dite ligne puisse traverser les polygones Barries-Keis, Harib-Tsil-Deraa-Tel Hotsda-Mesuire avant d'atteindre la zone B ;

« 8° Pour une période de 20 ans, les tarifs douaniers turcs resteront en vigueur dans toute l'étendue des zones bleue et rouge, aussi bien que dans les zones A et B, et aucune augmentation dans les taux des droits ou changement des droits *ad valorem* en droits spécifiques ne pourra être faite, si ce n'est avec le consentement des deux puissances.

« Il n'y aura pas de douane intérieure entre aucune des

zones ci-dessus mentionnées. Les droits de douane prélevables sur les marchandises destinées à l'intérieur seront exigés au port d'entrée et transmis à l'Administration de la zone destinataire ;

« 9° Il sera entendu que le Gouvernement français n'entreprendra à aucun moment, aucune négociation pour la cession de ses droits et ne cédera les droits qu'il possédera dans la zone bleue à aucune autre tierce puissance, si ce n'est l'Etat ou la confédération de l'Etat arabe, sans l'agrément préalable du Gouvernement de Sa Majesté, qui, de son côté, donnera une assurance semblable au Gouvernement français en ce qui concerne la zone rouge ;

« 10° Les Gouvernements anglais et français, en tant que protecteurs de l'Etat arabe, se mettront d'accord pour ne pas acquérir et ne consentiront pas à ce qu'une tierce puissance acquiert des possessions territoriales dans la péninsule arabique ou construise une base navale dans les îles de la côte est de la Mer Rouge. Ceci toutefois n'empêchera pas telle rectification de la frontière d'Aden qui pourra être jugée nécessaire par suite de la récente agression des Turcs.

« 11° Les négociations avec les Arabes pour les frontières de l'Etat ou de la Confédération de l'Etat arabe continueront par les mêmes voies que précédemment au nom des deux puissances.

« 12° Il est entendu, en outre, que des mesures de contrôle pour l'importation des armes sur le territoire

arabe seront envisagées par les deux gouvernements.

« Je serais obligé à Votre Excellence, au cas où ces conditions auraient l'agrément du Roi, de vouloir bien me le faire connaître... »

La réponse de Sir Edward Grey à M. Paul Cambon :

« Sir Edward Grey, Baronnet, Secrétaire d'Etat, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres.

« Foreign Office, 15 mai 1916.

« J'aurai l'honneur de répondre complètement dans une note ultérieure à la note de Votre Excellence du 9 courant relative à la création d'un Etat arabe, mais je serais, en attendant, reconnaissant à Votre Excellence si Elle pouvait m'assurer que, dans des régions qui sous les conditions énoncées dans cette communication, deviendront entièrement françaises ou dans lesquelles les intérêts français seront reconnus prédominants, toutes les concessions britanniques existantes, les droits de navigation et les droits de privilèges de tous les établissements religieux, scolaires ou médicaux anglais seront maintenus. Le Gouvernement de Sa Majesté est, comme de juste, prêt à donner une assurance réciproque en ce qui concerne la sphère britannique. »

Le même jour, M. Paul Cambon adressait à Sir Edward

Grey une lettre reproduisant les termes de la lettre ci-dessus et ajoutant :

« J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement français est prêt à sanctionner les diverses concessions britanniques ayant date certaine antérieure à la guerre dans les régions qui lui seraient attribuées et qui relèveraient de son action.

« Quant aux établissements religieux, scolaires et médicaux, ils continueraient à fonctionner comme par le passé, étant entendu toutefois qu'une telle réserve ne comporte le maintien des droits de juridiction et de capitulation dans ces territoires. »

La réponse de M. Edward Grey à M. Paul Cambon :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que l'acceptation de tout le projet comme il se comporte maintenant impliquera l'abandon d'intérêts britanniques considérables. Mais comme le Gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît l'avantage devant résulter pour la cause générale des alliés de la création d'une meilleure situation politique intérieure en Turquie, il est prêt à accepter l'arrangement auquel on est arrivé, c'est-à-dire que la coopération des Arabes soit assurée et que les Arabes remplissent les conditions et obtiennent les villes de Homs, Hamah, Damas et Alep. Il est donc entendu

entre le Gouvernement français et le Gouvernement anglais que... »

(Suit la reproduction en anglais de la lettre du 9 mai de M. Paul Cambon.)

Accord de San-Remo du 24 Avril 1920

(Convention Franco-Anglaise du Pétrole).

Journal *Le Temps* du 25 juillet 1920.

Le présent accord est basé sur le principe de la coopération cordiale et de la réciprocité dans tous les pays où les intérêts pétroliers de deux nations peuvent pratiquement se combiner. Le présent mémorandum a trait aux Etats ou pays suivants : Roumanie, Asie Mineure, territoire de l'ancien empire russe, Galicie, colonies françaises, colonies britanniques de la Couronne. Le présent accord pourra être étendu à d'autres pays par consentement mutuel.

Roumanie. — Les gouvernements britanniques et français soutiendront les ressortissants respectifs dans toutes les négociations communes qui seront engagées avec le Gouvernement roumain, en vue de :

a) l'acquisition des concessions pétrolifères, actions ou autres intérêts appartenant aux sujets ou sociétés anciennement séquestrés, par exemple : Steaca Romana, Con-

cordia, Vega, etc., qui constituaient dans ce pays les groupes pétroliers de la Deutsche Bank et de la Disconto Gesellshaf, en même temp que tous les autres intérêts qui pourront être obtenus;

b) la concession des terrains pétrolifères appartenant à l'Etat roumain.

Toutes les actions appartenant à des concessions ennemies qui pourront être acquises et tous autres avantages résultant de ces négociations seront partagés dans la proportion de 50 % en faveur des intérêts britanniques et 50 % en faveur des intérêts français.

Il est entendu que dans la ou les sociétés à constituer, en vue de la direction et de l'exploitation desdites actions, concessions et autres avantages, les deux pays jouiront de la même proportion de 50 % pour tout autre capital souscrit, aussi bien que pour les représentants au Conseil d'administration et le nombre de voix.

Territoires de l'ancien empire russe. — Dans les territoires qui dépendaient de l'ancien empire russe, les deux gouvernements accorderont leur appui commun à leurs ressortissants respectifs dans leurs efforts communs pour obtenir des concessions pétrolifères et des facilités d'exportation et pour favoriser la livraison du pétrole.

Mésopotamie. — Le Gouvernement britannique s'engage à accorder au Gouvernement français ou à ceux qu'il désignera une part de 25 % au prix courant du marché

dans la production nette d'huile brute que le Gouvernement de Sa Majesté pourra se procurer par les champs pétroliers de la Mésopotamie, au cas où ceux-ci seraient exploités par actions gouvernementales : si cette exploitation des champs pétrolifères de Mésopotamie était faite par une Société privée, le Gouvernement britannique mettrait à la disposition du Gouvernement français une participation de 25 % dans cette Société.

Le prix à payer pour cette participation ne sera pas supérieur au prix payé par aucun autre participant à ladite Société pétrolifère. Il est également convenu que ladite Société pétrolifère sera sous le contrôle britannique permanent. Il est convenu que, au cas où serait constitué ladite Société prévue ci-dessus, le gouvernement local (native) ou les autres intérêts indigènes seront admis, s'ils le désirent, à participer jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 % dans la part du capital de ladite Société, les Français participant pour moitié dans les premiers 10 % de cette participation indigène et la participation additionnelle sera fournie par chaque participant dans la proportion de ce qu'il détiendra.

Le Gouvernement britannique agréé d'appuyer tous arrangements par lequel le Gouvernement français pourrait se procurer de l'Anglo Persian Company des fournitures de pétrole qui auraient été envoyées par canalisation de Perse à la Méditerranée par le moyen de conduites ayant été construites à travers un territoire sous mandat

français et à l'égard desquels la France aura donné des facilités spéciales; et ceci jusqu'à concurrence de 25 % de pétrole, ainsi envoyé par canalisation à des termes et conditions qui pourront être arrêtés d'accord entre le Gouvernement français et l'Anglo Persian Company.

En considération des arrangements ci-dessus mentionnés, le Gouvernement français consentira, si le désir lui en est exprimé, et dès que la demande lui en sera adressée, à la construction de deux pipe-lines distinctes avec des voies ferrées nécessaires à la construction et leur entretien, et au transport du pétrole de la Mésopotamie et de la Perse à travers les sphères d'influence française, jusqu'à un ou plusieurs ports de la Méditerranée orientale à désigner par les deux gouvernements et d'un commun accord.

Au cas où de telles pipe-lines ou voies ferrées viendraient à traverser un territoire se trouvant dans une sphère d'influence française, la France s'engage à accorder toutes facilités de passage sur le pétrole transporté. Néanmoins, une indemnité sera due au propriétaire foncier pour la surface occupée.

De même, la France accordera toute facilité au port terminus pour l'acquisition des terrains nécessaires à la construction des dépôts, voies ferrées, raffineries, quais de débarquement, etc. Le pétrole ainsi exporté sera exempt de tous droits d'exportation ou de transit. Les matériaux nécessaires à la construction des pipe-lines, voies ferrées, raffineries et autres installations resteront également libres

de tous droits d'importation et des droits de passage. Au cas où ladite Compagnie de Pétrole désirerait construire une pipe-line et une voie ferrée allant jusqu'au Golfe Persique, le Gouvernement britannique offrira ces bons offices pour obtenir des facilités identiques à cet effet.

Afrique du Nord et autres Colonies. — Le Gouvernement français accordera des facilités à tout groupe ou groupes franco-britanniques de bonne réputation présentant les garanties nécessaires et en règle avec les lois françaises, pour l'acquisition de concessions dans les colonies françaises, protectorats, zones d'influences, y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Il importe de remarquer que le Parlement français a décidé que dans tout groupe ainsi formé les intérêts français devront être représentés dans une proportion d'au moins 67 %.

Le Gouvernement français facilitera l'octroi de toutes demandes de concessions en Algérie qui serait actuellement soumises à son examen dès que les demandeurs auront satisfait à toutes les exigences des lois françaises.

Colonies britanniques de la Couronne. — Autant que les règlements actuels le permettent, le Gouvernement britannique accordera aux citoyens français qui désiraient faire des prospections des terrains pétrolifères et les exploiter dans le terrain de la Couronne, des avantages

identiques à ceux que la France accorde aux ressortissants britanniques dans les colonies françaises.

Le présent accord ne sera pas applicable aux concessions qui pourraient faire l'objet de négociations entamées par des intérêts privés, soit français, soit britanniques.

Signé :

Pour la France : MILLERAND, BERTHELOT.

Pour la Grande-Bretagne : LLOYD GEORGE et J. CADMAN.

Vu : *le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

Vu : *le Président,*
GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

BONFILS et FAUCHILLE : Manuel de Droit International, Paris.

MARTENS et TRIEPEL : Nouveau Recueil Général des Traités Leipzig, 1920, 24.

MERIGNAC : Traité théorique et pratique de l'arbitrage International; Pacte de la Société des Nations.

Le droit social, les droits individuels et les transformations d'Etat, Paris, Colin, 1908.

A. de LAPRADELLE et POLITIS : Recueil des arbitrages Internationaux.

A. de LAPRADELLE : Cours de droit des gens. Cours professé à la Faculté de droits de Paris, (1924-1925).

A. de LAPRADELLE : La souveraineté territoriale.

LASKI (Harold I.) : Studies in the problem of Sovereignty, New-Haven, 1917.

N. POLITIS : Le Problème des limitations de la souveraineté et de la théorie de l'abus des droits dans les rapports internationaux, Paris 1926.

LAMEIRE (Irénée) : Théorie et pratique de la conquête dans l'ancien droit, Paris 1911.

LERRIOT : De la nature de l'occupation de guerre et de ses rapports avec le droit de souveraineté, *Rev. Gén. Dr. Intern.*

PIC : Le régime du mandat d'après le traité de Versailles, son application dans le Proche Orient. Mandats français en Syrie, anglais en Palestine et Mésopotamie. *Rev. Gén. Dr. Internat. Publ.* 1923.

DUTHOIT : Aux confins de la morale et du droit public, Paris, Gobalda, 1919.

AYOUB : Les mandats orientaux, Paris 1924.

MILLOT : Le mandat anglais pour l'Irak, *Rev. Gén. Dr. Int. Public.*

MINORSKI : The Mosul Question, Paris American, Library 1926.

Louis LE FUR : L'affaire de Mossoul, Paris, Pedone, 1927.

Gilbert GIDEL : Consultation sur l'art. 3 § 2, du traité de Lausanne concernant la frontière entre la Turquie et l'Irak, Imprimerie Chaix, Paris, 1225.

Discours de M. BRIAND, séance de juin 1920.

S. D. N. Rapport de la Commission d'enquête. La question de la frontière entre la Turquie et l'Irak.

Rapport du Général LEIDONER.

Mémoire de M. M. Ortega Nunez, Markus et Charrere.

Publications de la Cour Perman. de Justice Internationale.

Journal Officiel de la S. D. N.

Livre bleu britannique.

Livre jaune français.

Livre rouge turque.

Débats parlementaires à la Chambre des Communes.

Iraq. Report of the Financial Mission Appointed by the Secretary of State for the Colonies to Enquire into the Financial Position and Prospects of Iraq 1925.

Perline « Stsialistitcheske Hosäistve » Moscou 1925.

Pravda.

Izvestia.

L'Asie Française.

MASPERO : Histoire ancienne des peuples d'orient.

KLANBER : Politisch, religiöse Texte aus der Sargonidenzeit, 1913.

KOHLER et PEISER : Hammurab's Gesetz, 1904.

Edourd MEYER : Geschichte der Altertums, 1900.

DELAPORTE : La Mésopotamie.

E. YOUNG : La révolte arabe.

Yves TDESCHI : Le Conseil National Economique Paris, 1927, Presses Modernes.

POMARET; DELAISI; LE PAGE; Fernand ENGERAND; JAUCK; HARDEL; de la TRAMEYRYE; A. POSTOL;

Die Bereinigung der Mosulfrage und ihre Bedeutung für die Pétroleum, *Weltwirtschaft. Koloniale Rundschau*, Ang. 10, 1x26, page 300.

DESFORGES : De l'enquête des Combustibles liquides, Paris 1920.

La France et le Pétrole de Mossoul, *Europe Nouvelle*, 10 juillet 26.

Die Mossul ölfage, *Die Börse*, 25-2-1926, page 23.

Les Pétroles de Mossoul, *Le Temps* du 11-12-25, page 2.

English Pétroléum, Policy in Mosul, *Prawda* 4-10. 25.

Le Pétrole de Mossoul et les Etats-Unis, *Courrier des Pétroles*, 21 novembre 1925, page 777.

Les Pétroles de Mossoul et la Turquie (*Bulletin Quotidien de la Presse étrangère*, 16 nov. 1923, page 3.

Erdölpolitik und Mossulentcheidung, *Wirtschaftsdienst*, 4 décembre 1925, page 1831.

Annales de l'Office national des Combustibles liquides (Ministère du Commerce), édité par la Société d'édition technique, 31, avenue de l'Opéra, 1926.

La question de Mossoul, *Politica*, VII-VIII juillet-août 1925, page 144.

Informations financières, 6 septembre 1925.

Documents politiques, diplomatiques et financiers, octobre 1925, page 421.

L'Avis consultatif Gidel.

L'Europe Nouvelle, 28 novembre 1925, page 1610.

Mossoul, *Les Intérêts du Groupe pétrolier*,¹

« Réalités » *Daily*, 6 et 7 décembre 1925, page 3.

La France et les pétroles de Mossoul, 10 juillet 1926, page 924.

La Concession Chester, 12 mai 1923, (*Europe Nouvelle*)

La Politique internationale des Pétroles (*Courrier des Pétroles*) 1925, 12 décembre, page 809. Voir aussi 758, 769.

La Politique pétrolière des principaux pays du monde, 28 août 1926, page 191.

La Concurrence du Charbon et du Pétrole, 13 février 1926.

Pétrole Werte, Review of 1925, *Finance Revue*, 13 janvier 1926, page 11.

Turkish Petroleum Co, *Economist*, 28 novembre 1925, page 891.

Les Pétroles d'Orient, *Courrier des Pétroles*, 10 juillet 1926, page 161.

Les Grandes Compagnies productrices du Pétrole dans le monde, *Bulletin Quotidien*, 17 juin 1926, pages de 0 à 12.

Les Pétroles en France, *L'Exportateur-Importateur Belge*, du 4 novembre 1925, pages 72, 73.

POMARET. La Politique française des Combustibles liquides.

IMPRIMERIE " LES PRESSES MODERNES "

45, rue de Maubeuge - PARIS

(ATELIERS A TROYES)
